



BANQUE
MONDIALE
RÉGION MOYEN-
ORIENT ET
AFRIQUE DU
NORD

BULLETIN TRIMESTRIEL D'INFORMATION ÉCONOMIQUE DE LA RÉGION MENA

Incidences économiques de la levée des sanctions contre l'Iran

Numéro 5

Juillet 2015



BANQUE MONDIALE
RÉGION MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
**BULLETIN TRIMESTRIEL D'INFORMATION ÉCONOMIQUE
DE LA RÉGION MENA**

**Incidences économiques
de la levée des sanctions contre l'Iran**

© 2015 Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale
1818 H Street NW, Washington DC 20433
Téléphone : 202-473-1000 ; Internet : www.worldbank.org

Certains droits réservés

1 2 3 4 17 16 15

Cet ouvrage a été établi par les services de la Banque mondiale avec la contribution de collaborateurs extérieurs. Les observations, interprétations et opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de la Banque mondiale, de son Conseil des Administrateurs ou des pays que ceux-ci représentent. La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données citées dans cet ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent ouvrage n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que l'institution reconnaît ou accepte ces frontières.

Aucune des dispositions précédentes ne constitue une limite ou une renonciation à l'un quelconque des privilèges et immunités de la Banque mondiale, et ne peut être interprétée comme telle. Tous lesdits privilèges et immunités de la Banque mondiale sont expressément réservés.

Droits et licences



L'utilisation de cet ouvrage est soumise aux conditions de la licence Creative Commons Attribution 3.0 IGO (CC BY 3.0 IGO) <http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/igo>. Conformément aux termes de la licence Creative Commons Attribution (paternité), il est possible de copier, distribuer, transmettre et adapter le contenu de l'ouvrage, notamment à des fins commerciales, sous réserve du respect des conditions suivantes :

Attribution (Paternité) — L'ouvrage doit être cité de la manière suivante : Shanta Devarajan, Lili Mottaghi. 2015 « Incidences économiques de la levée des sanctions contre l'Iran » Bulletin trimestriel d'information économique de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, (juillet), Banque mondiale, Washington, DC.

Doi : 10.1596/10.1596/978-1-4648-0702-2 Licence : Creative Commons Attribution CC BY 3.0 Licence : Creative Commons Attribution CC BY 3.0 IGO

Traductions — Si une traduction de cet ouvrage est produite, veuillez ajouter à la paternité de l'ouvrage, le déni de responsabilité suivant : *Cette traduction n'a pas été réalisée par la Banque mondiale et ne doit pas être considérée comme une traduction officielle de cette dernière. La Banque ne saurait être tenue responsable du contenu de la traduction ni des erreurs qui peuvent y figurer.*

Adaptations — Si une adaptation de cet ouvrage est produite, veuillez ajouter à la paternité de l'ouvrage, le déni de responsabilité suivant : *Cet ouvrage est une adaptation d'une œuvre originale de la Banque mondiale. Les idées et opinions exprimées dans cette adaptation n'engagent que l'auteur ou les auteurs de l'adaptation et ne sont pas validées par la Banque mondiale.*

Contenu tiers — La Banque mondiale n'est pas nécessairement propriétaire de chaque composante du contenu de cet ouvrage. Elle ne garantit donc pas que l'utilisation d'une composante ou d'une partie quelconque du contenu de l'ouvrage ne porte pas atteinte aux droits des tierces parties concernées. L'utilisateur du contenu assume seul le risque de réclamation ou de plainte pour violation desdits droits. Pour réutiliser une composante de cet ouvrage, il vous appartient de juger si une autorisation est requise et de l'obtenir le cas échéant auprès du détenteur des droits d'auteur. Parmi les composantes, on citera, à titre d'exemple, les tableaux, les graphiques et les images.

Pour tous renseignements sur les droits et licences, s'adresser au Service des publications et de la diffusion des connaissances de la Banque mondiale : Publishing and Knowledge Division, The World Bank, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, États-Unis ; télécopie : 202-522-2625 ; courriel : pubrights@worldbank.org.

ISBN (version électronique) : 978-1-4648-0702-2 DOI : 10.1596/978-1-4648-0702-2

Photo de couverture : ©iStock.

BANQUE MONDIALE
RÉGION MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
BULLETIN TRIMESTRIEL D'INFORMATION ÉCONOMIQUE
DE LA RÉGION MENA

Incidences économiques de la levée des sanctions contre l'Iran

REMERCIEMENTS

Le Bulletin trimestriel d'information économique de la région MENA est produit par le bureau de l'économiste en chef de la Banque mondiale pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA). Il complète la publication semestrielle de la Banque mondiale intitulée « Rapport de suivi de la situation économique dans la région MENA » par un examen en temps réel de pays sélectionnés, reposant sur des données à haute fréquence.

Ce bulletin a été préparé par Lili Mottaghi, avec des contributions d'Elena Ianchovichina et de Hadi Salehi Esfahani, sous la direction de Shanta Devarajan (économiste en chef, région Moyen-Orient et Afrique du Nord). Youssef Kiendrebeogo a contribué aux travaux de recherche et Isabelle Chaal-Dabi et Nathalie Lenoble ont fourni un excellent soutien en matière d'administration et de collecte de données. Les auteurs remercient Abdoulaye Sy et Farrukh Iqbal de leurs judicieuses observations.

TABLE DES MATIÈRES

SYNTHÈSE	1
EFFETS MONDIAUX	3
Cours du pétrole	3
Échanges bilatéraux.....	5
Investissement direct étranger.....	9
EFFETS NATIONAUX	12
La situation macroéconomique	12
Les secteurs économiques.....	14
Le marché du travail	15
La gestion de la manne économique.....	18
Références.....	22
ANNEXES	
ANNEXE 1. Modélisation mondiale de la levée des sanctions contre l'Iran	23
ANNEXE 2. Estimation des pertes de recettes d'exportation subies par l'Iran du fait des sanctions	26
ANNEXE 3. Croissance potentielle des exportations iraniennes après la levée des sanctions.....	30
ENCADRÉS	
Encadré 1. Historique des sanctions internationales contre l'Iran	2
Encadré 2. L'expérience iranienne en matière de gestion de la manne pétrolière	21
FIGURES	
Figure 1. Exportations iraniennes de pétrole brut et de condensats.....	4
Figure 2a. Les 10 principaux partenaires à l'exportation de l'Iran.....	6
Figure 2b. Les 10 principaux partenaires à l'importation de l'Iran	7
Figure 3. Flux d'IDE vers l'Iran et par secteur.....	11
Figure 4. Situation macroéconomique de l'Iran.....	13
Figure 5. Production automobile, milliers.....	15
TABLEAUX	
Tableau 1. Pertes de recettes d'exportation subies par l'Iran du fait des sanctions internationales entre 2012 et 2014	8
Tableau 2. Croissance du PIB réel, %	14
Tableau 3. Tendances du marché du travail iranien par sexe	17
TABLEAUX DE L'ANNEXE	
Tableau 1 de l'annexe. Estimation des exportations	28
Tableau 2 de l'annexe. Estimation des importations	29
Tableau 3 de l'annexe. Indicateurs macroéconomiques de l'Iran	33
FIGURES DE L'ANNEXE	
Figure 1 de l'annexe. Effets de la levée des sanctions sur les prix du pétrole	24
Figure 2 de l'annexe. Destination des exportations iraniennes.....	31

SYNTHÈSE

Généralement calme avant la pause du mois d'août, le mois de juillet a été particulièrement riche en événements cette année, notamment sur la scène économique internationale. Il y a d'abord eu la crise de la dette grecque, suivie d'un référendum sur les conditions du plan de sauvetage et de négociations sur l'allègement de la dette. La bourse chinoise a ensuite chuté d'environ 30 % par rapport à son niveau record de la mi-juin, suscitant des craintes que le ralentissement de la croissance ne soit plus marqué que prévu. Enfin, l'Iran et les Membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU et l'Allemagne (P5+1) ont conclu un accord, le 14 juillet 2015, limitant l'activité nucléaire iranienne moyennant la levée de toutes les sanctions internationales imposées au pays (encadré 1). Le présent numéro du Bulletin trimestriel d'information économique de la région MENA examine les effets économiques de cet événement – la suspension des sanctions contre l'Iran – sur le marché mondial du pétrole, les partenaires commerciaux de l'Iran et l'économie iranienne.

L'incidence la plus significative sera le retour de l'Iran sur le marché pétrolier. La Banque mondiale estime que l'éventuel apport d'un million de barils par jour (Mb/j) en provenance de l'Iran fera baisser les prix du pétrole de 14 % ou de 10 dollars le baril en 2016, en l'absence d'intervention stratégique des autres pays exportateurs. Les gagnants seront les pays importateurs, dont l'Union européenne (UE) et les États-Unis, tandis que les perdants seront les pays du Golfe.

Deuxièmement, l'assouplissement des sanctions et restrictions sur les transactions financières entraînera le développement des échanges iraniens, qui avaient diminué en valeur absolue et s'étaient recentrés sur l'Asie et le Moyen-Orient aux dépens de l'Europe. La Banque mondiale estime que les sanctions ont réduit les exportations iraniennes de 17,1 milliards de dollars, soit 13,5 % des exportations totales, pendant la période 2012-14. D'après notre analyse, les pays qui connaîtront la plus forte augmentation de leurs échanges avec l'Iran après la levée des sanctions comprennent la Grande-Bretagne, la Chine, l'Inde, la Turquie et l'Arabie saoudite.

Troisièmement, l'économie iranienne, en crise depuis deux ans, sera fortement stimulée par la hausse des recettes pétrolières, estimées au bas mot à 15 milliards de dollars au cours de la première année, et par la baisse du coût des échanges. On estime par ailleurs que l'Iran détient environ 100 milliards de dollars d'avoirs bloqués à l'étranger (y compris des investissements dans des projets pétroliers), dont 29 milliards de dollars d'avoirs de la Banque centrale et de recettes pétrolières qui seront débloqués dès la levée des sanctions. Enfin, l'investissement direct étranger (IDE), qui a reculé de plusieurs milliards de dollars depuis le renforcement des sanctions en 2012, devrait reprendre de la vigueur. Des multinationales étrangères ont manifesté leur intérêt dans ce domaine depuis l'accord-cadre d'avril 2015, surtout dans les secteurs du pétrole

et du gaz. La Banque mondiale estime que l'IDE atteindra 3 à 3,5 milliards de dollars dans environ deux ans, soit le double du niveau de 2015 mais moins que le record de 2003.

Le ralentissement de l'économie iranienne s'est accompagné d'une réorientation structurelle pendant la période des sanctions, au cours de laquelle les secteurs du pétrole, de l'automobile, du bâtiment et des finances ont le plus décliné. La levée des sanctions devrait provoquer une hausse de la production.

Ces bouleversements de l'économie entraînent la réorientation des ressources entre différents usages.

L'aspect le plus important de la suspension des sanctions est qu'elle permettra d'utiliser les ressources là où elles sont les plus productives, c'est-à-dire là où elles contribuent le plus à l'économie. L'Iran pourra produire et exporter les biens pour lesquels il détient un avantage comparatif, et importer ceux pour lesquels il n'en a pas. En somme, la levée des sanctions représente une manne économique pour l'Iran. La Banque mondiale estime que cette manne correspond à un gain de prospérité de 13 milliards de dollars, soit 2,8 % de son niveau actuel. Elle devra toutefois être bien gérée pour que la population puisse durablement en recueillir les bienfaits. L'injection des recettes pétrolières dans l'économie

entraînera notamment la hausse du taux de change. Celle-ci fera baisser les prix des importations

Encadré 1. Historique des sanctions internationales contre l'Iran

Novembre 1979 – Les États-Unis imposent les premières sanctions contre l'Iran, interdisant l'importation de produits iraniens et bloquant 12 milliards de dollars d'avoirs iraniens.

Mars 1995 – L'État interdit aux sociétés américaines d'investir dans le secteur pétrolier et gazier iranien et d'avoir des relations commerciales avec l'Iran.

Avril 1996 – Le Congrès adopte une loi stipulant que l'État américain doit imposer des sanctions aux sociétés étrangères investissant plus de 20 millions de dollars par an dans le secteur énergétique.

Décembre 2006 – Le Conseil de sécurité de l'ONU impose des sanctions sur les échanges iraniens de matières et de technologies nucléaires et bloque les avoirs des personnes physiques et morales.

Octobre 2007 – Les États-Unis annoncent de vastes sanctions contre l'Iran, les plus dures depuis 1979. Le Conseil de sécurité de l'ONU durcit les sanctions économiques et commerciales à l'encontre de Téhéran.

Juin 2010 – Le Conseil de sécurité de l'ONU impose une quatrième série de sanctions contre l'Iran pour son programme nucléaire, y compris des restrictions financières plus sévères et des sanctions élargies en matière d'armement.

Mai et Décembre 2011 – les actifs de 243 entités iraniennes et autour de 40 plus les individus sont gelés et les interdictions de visas imposées.

Janvier 2012 – Les États-Unis imposent des sanctions sur les bénéfices des exportations pétrolières à la Banque centrale d'Iran. L'Iran menace de bloquer le transport de pétrole dans le détroit d'Hormuz.

Juin 2012 – Les États-Unis interdisent aux banques du monde de conclure des transactions pétrolières avec l'Iran et lèvent les sanctions économiques contre sept grands pays consommateurs (Afrique du Sud, Corée du Sud, Inde, Malaisie, Sri Lanka, Taiwan et Turquie) moyennant la réduction de leurs importations de pétrole iranien.

Juillet 2012 – Le boycott par l'Union européenne des exportations de pétrole iranien entre en vigueur.

Octobre 2012 – La monnaie iranienne, le rial, atteint un niveau historiquement bas par rapport au dollar américain, perdant environ 50 % de sa valeur depuis 2011. Les pays de l'UE annoncent de nouvelles sanctions contre l'Iran, visant les banques, le commerce et les importations de gaz et bloquant les avoirs de personnes physiques et morales fournissant des technologies à l'Iran.

Novembre 2013 – L'Iran accepte de limiter l'enrichissement de l'uranium au-dessus de 5 % et élargit l'accès aux inspecteurs de l'ONU moyennant l'assouplissement des sanctions à hauteur de 7 milliards de dollars, lors de discussions tenues à Genève avec le groupe P5+1 (États-Unis, Grande-Bretagne, Russie, Chine, France et Allemagne).

Avril 2015 – L'Iran et l'UE concluent un accord-cadre nucléaire et poursuivent les négociations en vue d'un accord final en juillet 2015, prévoyant la levée des sanctions européennes et américaines contre l'Iran.

14 Juillet 2015 – Les puissances mondiales concluent un accord avec l'Iran limitant son activité nucléaire contre la levée des sanctions.

20 juillet 2015 – Le Conseil de sécurité de l'ONU approuve à l'unanimité l'accord du 14 juillet.

Source : Médias internationaux.

mais nuira à la compétitivité des exportations non pétrolières. L'Iran a connu une telle situation au début des années 2000, lorsque les prix du pétrole étaient au plus haut (et les sanctions non restrictives). De nombreux secteurs exportateurs en subirent alors les conséquences. Les seuls à progresser furent les secteurs pétrochimiques et chimiques, fortement subventionnés, notamment au niveau de leur consommation de combustibles. La levée des sanctions donne à l'État iranien la possibilité de mettre en place un cadre d'action qui permettra à l'économie de tirer le meilleur parti de cette manne et de s'orienter vers une croissance soutenue.

EFFETS MONDIAUX

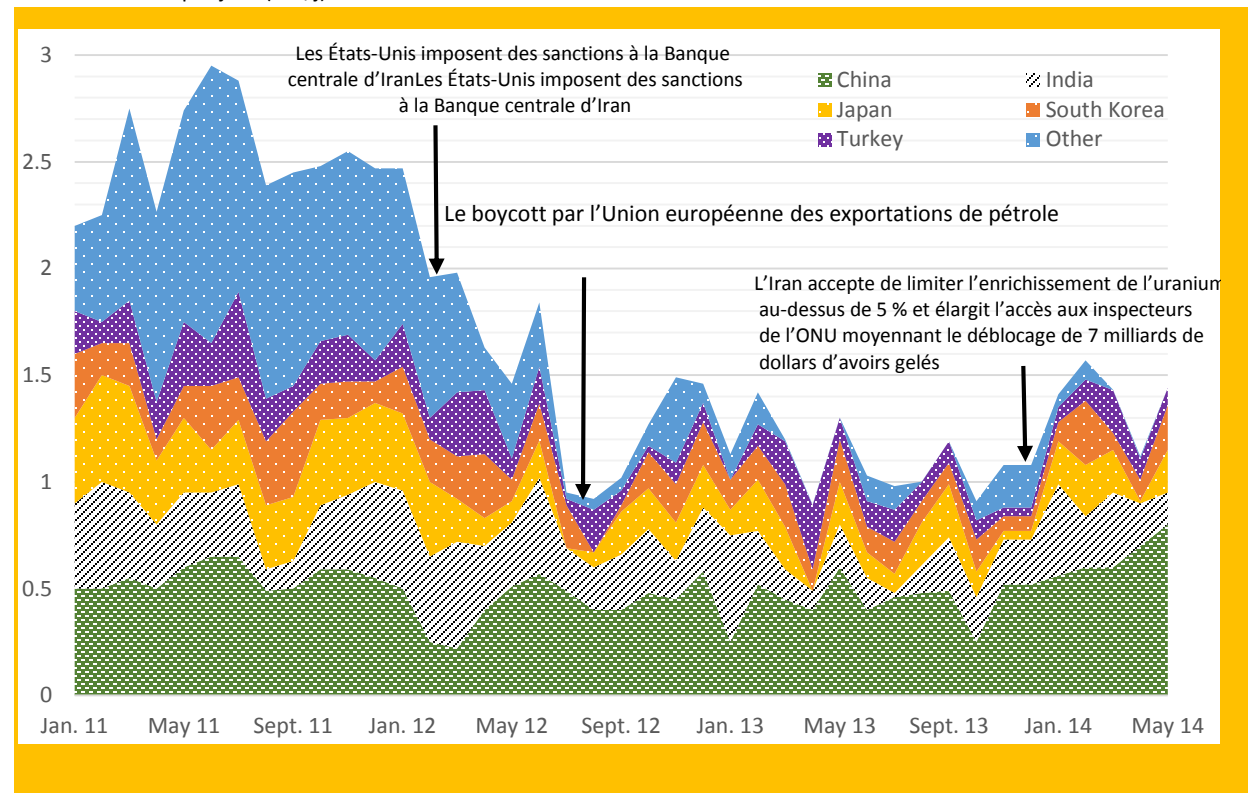
La levée des sanctions prévue par l'accord du 14 juillet 2015 et le désenclavement de l'économie iranienne auront des répercussions sur l'économie mondiale dans deux domaines : i) les cours mondiaux du pétrole ; et ii) les échanges bilatéraux.

Cours du pétrole

Le durcissement des sanctions, en 2012, qui interdisait l'achat et le transport de pétrole brut et de gaz naturel iraniens à destination de l'UE, a profondément touché le secteur pétrolier du pays. En l'espace d'un an, les exportations iraniennes de pétrole sont tombées de 2,8 Mb/j, en juillet 2011, à moins de 1 Mb/j, en juillet 2012 (figure 1). La moitié de cette réduction était due au boycott du pétrole iranien par les sociétés européennes. L'autre moitié était liée à la baisse des achats des pays asiatiques (voir encadré 1). L'interdiction imposée aux sociétés européennes d'assurer les expéditions de pétrole iranien a freiné les ventes de brut iranien à tous ses clients.

Figure 1. Exportations iraniennes de pétrole brut et de condensats

Millions de barils par jour (Mb/j)



Source : Agence américaine pour l'information sur l'énergie (EIA)

Depuis 2014, et grâce à des levées partielles des sanctions, les exportations de pétrole ont légèrement progressé alors que des pays non membres de l'UE ont réussi à remplacer les couvertures d'assurance préalablement fournies par les compagnies européennes. Des pays asiatiques ont fourni des garanties souveraines pour les navires transportant du pétrole brut et des condensats iraniens. La Chine et l'Inde ont également commencé à accepter des garanties iraniennes sur les navires transportant du pétrole vers leurs raffineries. Aujourd'hui, les plus grands acheteurs de pétrole brut et de condensats iraniens sont la Chine, l'Inde, le Japon, la Corée du Sud et la Turquie. Il n'en reste pas moins que les exportations iraniennes n'ont toujours pas retrouvé les niveaux d'avant les sanctions (figure 1).

L'accord sur le nucléaire et la levée des sanctions pourraient entraîner la hausse progressive des exportations pétrolières. S'il faudra du temps pour rétablir la production pétrolière en raison du sous-investissement dont souffre le secteur, la majorité des observateurs estiment que les exportations de brut iranien pourront retrouver leurs niveaux de l'avant 2012 d'ici 8 à 12 mois. Cela signifie qu'un million de barils de pétrole brut supplémentaires arriveront chaque jour sur le marché. Les simulations réalisées à l'aide d'un modèle d'équilibre général calculable (EGC)

multipays et multisectoriel montrent que, en l'absence d'intervention stratégique des membres de l'OPEP et des autres pays producteurs de pétrole, les cours internationaux du pétrole baisseront de 14 % (voir annexe 1).¹ En supposant que le prix du pétrole à terme pour livraison en décembre 2015 soit de 66 dollars le baril, le prix du pétrole devrait ainsi être ramené à 56 dollars. La Banque mondiale estime qu'une baisse de 10 dollars du prix du pétrole pourrait peser sur les soldes budgétaires des principaux exportateurs de la région MENA, à hauteur d'environ 5 % du PIB en Arabie saoudite et de 10 % du PIB en Libye. Cette baisse représente une perte de recettes annuelles d'exportation de 40 milliards de dollars pour l'Arabie saoudite et de 5 milliards de dollars pour la Libye. L'Iran sera le pays exportateur de pétrole le moins touché, car les recettes supplémentaires découlant de la hausse de ses exportations l'emporteront sur les effets négatifs de la baisse des cours pétroliers. La balance des opérations courantes de tous les pays exportateurs de pétrole de la région MENA se détériorera également. Parallèlement, les pays importateurs bénéficieront de la baisse des cours mondiaux du pétrole. Les plus gros importateurs, à savoir l'UE et les États-Unis, seront les grands gagnants en valeur absolue mais pas en pourcentage de leur PIB. Les pays dotés d'importants secteurs pétrochimiques, dont les États-Unis, la Russie et Israël, ainsi que les membres de l'UE, connaîtront une augmentation de leur production (Ianchovichina et al, 2015).

Bien qu'il faudra du temps pour que les exportations pétrolières iraniennes retrouvent leur niveau de l'avant 2012, la réaction immédiate du marché pétrolier pourrait tenir compte des 30 à 40 millions de barils de pétrole brut et de condensats stockés dans le golfe Persique. De nombreux observateurs estiment que l'Iran pourrait immédiatement exporter environ 400 000 à 500 000 barils par jour issus de ces stocks, qui dureraient environ trois mois, et se préparer en quelques mois en vue d'accroître sensiblement ses exportations pétrolières. Les effets à court terme sur les cours pétroliers resteraient à la baisse, mais moins que ce qui est prévu lorsque les exportations iraniennes retrouveront leur niveau maximum.

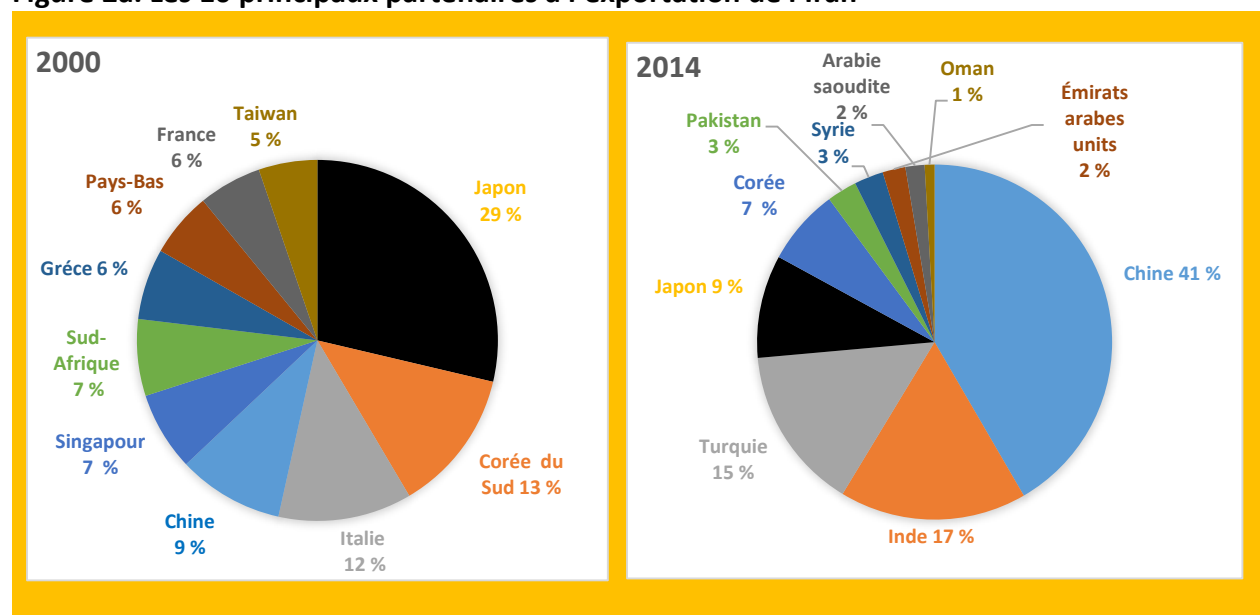
Échanges bilatéraux

Pendant la première moitié des années 2000, les pays européens, dont l'Allemagne, la France, l'Italie et la Grèce, étaient les principaux partenaires commerciaux de l'Iran et représentaient plus d'un tiers des exportations et importations totales de ce pays. Cette part a chuté après 2005 sous l'effet de la politique étrangère du président Ahmadinejad « orientée vers l'Orient ». En 2011, la Chine, suivie par l'Inde et la Corée du Sud, étaient les principaux partenaires commerciaux de l'Iran, tandis que les parts de l'Italie, de la Grèce et de l'Espagne avaient fortement reculé. Le durcissement des sanctions, en 2012, a accéléré la réorientation des échanges de l'Iran vers l'Asie, en particulier vers la Chine et l'Inde, ainsi que vers la Turquie et les

¹ Les cours du Brent ont baissé de 2 % à la suite de l'annonce de l'accord nucléaire, le 14 juillet, pour atteindre 57,43 dollars le baril.

Émirats arabes unis (figures 2a et 2b). Les exportations de l'Iran vers l'UE ont été interrompues en 2012-14, tandis que les importations ont diminué de plus de 50 % au cours de la même période. Les échanges avec les États-Unis étaient au plus bas entre 2012 et 2014. Les sanctions interdisaient presque tous les échanges entre les États-Unis et l'Iran, hormis les activités humanitaires y compris les exportations de matériel médical et agricole, l'assistance humanitaire et le commerce de supports d'information. En 2014, plus de la moitié des exportations iraniennes étaient destinées à la Chine et l'Inde et environ les trois quarts de ses importations provenaient des Émirats arabes unis et de la Chine (figures 2a et 2b). Mais même les échanges avec les pays asiatiques ont ralenti après les sanctions de 2012, qui ont limité les échanges et les transactions financières avec ces pays.

Figure 2a. Les 10 principaux partenaires à l'exportation de l'Iran

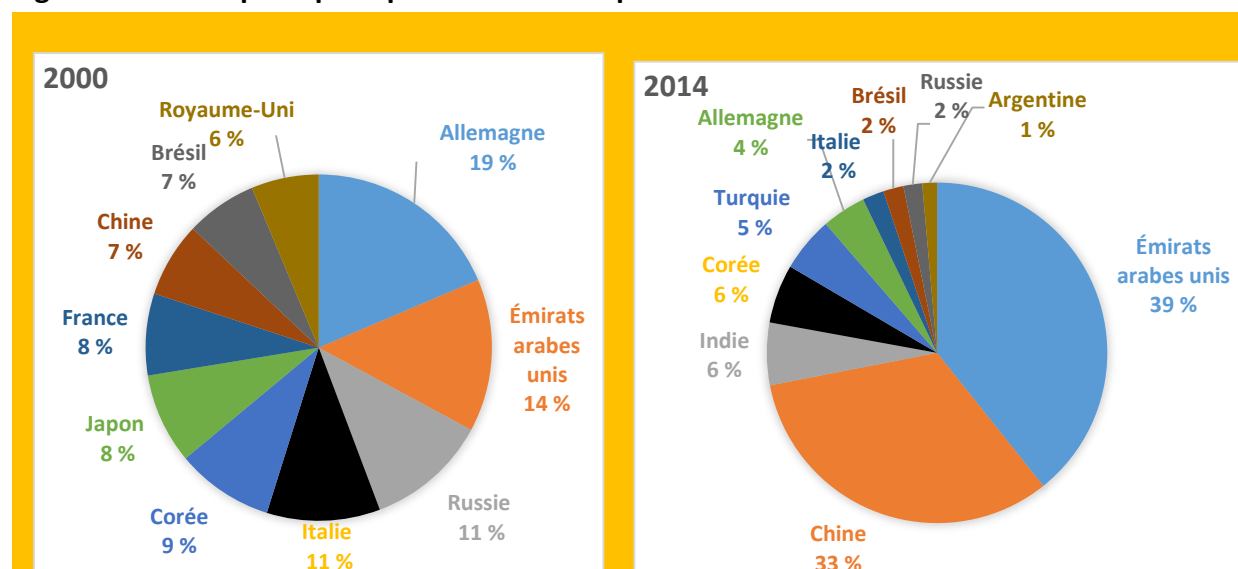


Source : Direction of Trade Statistics du FMI.

On sait peu de choses sur l'importance quantitative de l'effet des sanctions internationales sur les échanges bilatéraux entre l'Iran et ses partenaires commerciaux. C'est pourquoi l'analyse présentée dans cette section utilise un modèle pour estimer l'impact des sanctions et calculer les recettes d'exportation de l'Iran lorsque ces sanctions seront levées. Un modèle d'attraction modifié a été utilisé pour estimer les échanges commerciaux entre l'Iran et ses principaux partenaires commerciaux au cours de la période 2000-14 (voir annexe 2). Les coefficients estimés sur les PNB peuvent être interprétés comme l'élasticité de la croissance des échanges tandis que les coefficients sur les variables fictives peuvent être interprétés comme l'évolution en pourcentage des exportations lorsque les sanctions étaient les plus dures (en 2012, 2013 et 2014). Ces estimations ont les signes attendus et sont significatives au seuil de confiance de 95 % ou plus, sauf pour certains pays (pour les modèles des échanges et les résultats des estimations,

voir l'annexe 2). Comme on pouvait s'y attendre, les sanctions ont eu un fort impact sur les échanges bilatéraux, qui se sont invariablement réduits dans le temps.²

Figure 2b. Les 10 principaux partenaires à l'exportation de l'Iran



Source : Direction of Trade Statistics du FMI.

Les résultats de l'analyse indiquent que le durcissement des sanctions par les États-Unis et l'UE ont entraîné une perte de recettes d'exportation de 17,1 milliards de dollars en 2012-14, soit 13,5 % des recettes d'exportation totales et environ 4,5 % de son PIB (tableau 1). Ces pertes se sont chiffrées à environ 7,5 milliards de dollars dans le cas du Japon, 4,4 milliards de dollars dans le cas de la Corée du Sud et 3,9 milliards de dollars dans le cas des pays européens. En ce qui concerne l'Europe, les pertes à l'exportation ont été les plus importantes vers l'Italie (2,9 milliards de dollars), puis vers l'Allemagne et la France. Seuls quelques pays de la région MENA, de l'Asie centrale et de l'Asie du Sud ont connu une baisse de leurs échanges avec l'Iran. Le commerce avec le Maroc, le Qatar et la Tunisie a notamment ralenti au cours de cette période. Les coefficients de la variable indépendante (PNB logarithmiques) des modèles d'exportation représentent l'élasticité-revenu des exportations et peuvent être utilisés pour estimer le volume des échanges bilatéraux entre deux pays quelconques. Les élasticités-revenus des exportations ont le signe attendu et sont statistiquement significatives dans tous les cas hormis le Maroc (voir tableau 1 de l'annexe). Les élasticités ne sont pas significatives au seuil de 90 % dans le cas de la Jordanie et des États-Unis. Sur les 28 pays considérés, quatre ont une estimation ponctuelle de

² Le modèle utilisé est décrit en détail dans Gary Clyde Hufbauer et al. (1997). Il comprend d'autres variables susceptibles d'avoir une influence sur les échanges mais, aux fins de la présente analyse, les variables « distance » et « langue » ont été ignorées en raison de l'absence de données et de leur caractère non significatif dans la majorité des cas. Les variables indépendantes sont les produits nationaux bruts (recettes) logarithmiques (PNBi*PNBj) pour chaque paire de pays, un ensemble de variables fictives est utilisé pour tenir compte des sanctions en vigueur en 2012, 13 et 14, et la variable dépendante est le logarithme des exportations entre les deux pays, exprimées en dollars courants pour les pays i et j. Le modèle est estimé sous une forme log-linéaire.

l'élasticité approchant ou dépassant 1. Dans ces pays, les exportations augmenteront nettement plus rapidement que le revenu national. Dans les autres, l'élasticité estimée est comprise entre 0,2 et 0,8.

Tableau 1. Pertes de recettes d'exportation subies par l'Iran du fait des sanctions internationales entre 2012 et 2014

Monde	Exportations en 2011 (M \$US)	Coefficient estimé pour les sanctions	Pertes à l'exportation estimées pour 2012-14 (M \$US)
Japon	11 688	-0,5	7 542
Corée du Sud	10 303	-0,3	4 403
Italie	6 762	-2,1	2 899
Singapour	2 022	-3,8	979
Allemagne	907	-0,8	535
France	2 225	-3,6	214
É.-U.	1	-2,8	4
R.-U.	525	-1,1	165
Pays-Bas	2 000	-3,4	307
Région MENA			
Maroc	10	-5,0	3
Qatar	58	-0,6	57
Tunisie	8	-0,7	7
Total			17 114

Source : Mottaghi (2015). La variation en pourcentage des échanges est calculée en soustrayant 1 à l'exposant de la valeur du coefficient de la variable fictive. Par exemple, le coefficient associé aux sanctions est de -0,5 dans le cas du Japon. La valeur du nombre naturel e affectée de l'exposant -0,5 est 0,60. Cela indique que les échanges bilatéraux n'ont atteint que 0,61 fois leur volume d'avant les sanctions, soit une baisse de 40 % due à leur durcissement.

En supposant la levée des sanctions et l'accroissement des échanges, la Banque mondiale estime que les exportations augmenteront sensiblement dans le cas des partenaires commerciaux dont l'élasticité-revenu des exportations est supérieure à 1 (voir le tableau 1 de l'annexe). Ces pays comprennent la Grande-Bretagne, la Chine, l'Inde, la Turquie et l'Arabie saoudite. Une augmentation de 1 % du revenu national entraînera une hausse de plus de 1 % des exportations destinées à ces pays. Celles-ci pourraient notamment inclure une forte augmentation des volumes de pétrole et de gaz destinés à l'Inde et à la Chine (qui ont également beaucoup investi en Iran). La reprise des échanges avec la Grande-Bretagne entraînera également celle des exportations de pétrole et de gaz qui avaient été interrompues. Les échanges avec la Russie, la Corée du Sud, le Tadjikistan, le Pakistan et Hong Kong augmenteront sans doute avec la levée des

sanctions, mais moins fortement que ceux avec le premier groupe de pays, car leurs élasticités-revenus se situent entre 0,7 et 0,8. Les élasticités des autres pays, dont la France, l'Allemagne, l'Italie et les Émirats arabes unis, sont comprises entre 0,2 et 0,6, ce qui signifie que les échanges avec ces pays augmenteront avec la levée des sanctions, mais moins fortement que ceux avec les deux autres groupes de pays.

Les Émirats arabes unis, la Chine, l'Inde, la Corée du Sud et la Turquie étaient les 5 principaux partenaires à l'importation de l'Iran en 2013, tandis que la part des États-Unis et des pays européens (hormis l'Allemagne) était quasiment nulle. Les résultats de cette étude montrent que les échanges pourraient se développer vers ces pays lorsque les sanctions seront levées. Les coefficients des variables fictives pour les pays européens (énumérés au tableau de l'annexe 2) sont négatifs et statistiquement significatifs, signe que les sanctions avaient réduit les importations en provenance de ces pays. En supposant l'ouverture de l'économie iranienne et la reprise des échanges, les importations devraient augmenter en provenance des États-Unis, de l'Allemagne, des Pays-Bas et, en Asie, de la Corée du Sud, de la Chine et de Singapour, où l'élasticité-revenu des importations se situe entre 0,5 et 0,8 contre une élasticité inférieure à 0,3 pour les autres pays de la liste, hormis Hong Kong où elle se chiffre à 1,4. Dans la région MENA au sens large (voir la liste des pays figurant au tableau 2 de l'annexe), les importations augmenteront probablement en provenance des Émirats arabes unis, de la Turquie, de l'Oman et du Pakistan, où l'élasticité-revenu des importations approche ou dépasse 1³. L'accroissement des exportations et des importations pourrait également avoir une influence positive sur l'économie des partenaires commerciaux de l'Iran, notamment les Émirats arabes unis, et stimuler leur croissance.

Investissement direct étranger

Avant 2011, les flux d'IDE dans l'économie iranienne totalisaient en moyenne environ 4 milliards de dollars par an, sous la forme d'investissements de création. Les industries extractives (pétrole et gaz) et manufacturières sont les deux principaux secteurs recevant d'importants IDE. Le secteur pétrolier et gazier a ainsi reçu plus de la moitié des flux totaux d'IDE, suivi par les secteurs des métaux et des industries manufacturières (figure 3). Pour ce qui est de la création d'emplois, sur les 42 000 emplois créés au cours de la période 2003-15, seuls 6 000 l'ont été dans le secteur pétrolier et gazier tandis que le reste était réparti entre les secteurs des industries manufacturières, des métaux et des services. Cela n'est guère surprenant, car le secteur pétrolier et gazier présente une intensité capitaliste supérieure à celle des autres secteurs. Les données

³ Les échanges avec l'Occident pourraient progresser plus rapidement dans la mesure où les importations en provenance des Émirats arabes unis et de la Turquie sont composées de biens finals et intermédiaires, alors que celles en provenance des États-Unis et de l'UE sont composées de machines et d'équipement technologique, pour lesquels les besoins sont plus importants.

sur les flux d'IDE de création vers l'Iran indiquent qu'en 2011, les investissements immobiliers étrangers ont créé 10 fois plus d'emplois que les IDE dans les industries extractives.

Le renforcement des sanctions internationales a entravé l'IDE vers l'Iran, en particulier dans le secteur pétrolier. Alors que les flux d'IDE vers l'Iran ont fortement baissé au lendemain de la crise financière de 2008, l'Iran a tout de même reçu environ 4 milliards de dollars en 2010, essentiellement destinés aux secteurs manufacturier et pétrolier. Les estimations de *fDi market* indiquent que les flux d'IDE de création vers l'Iran se sont complètement interrompus en 2012, avec le durcissement des sanctions, et n'ont que lentement repris en 2015 (figure 3).

Le déclin des investissements étrangers a le plus fortement touché le secteur pétrolier, car les sanctions ont barré l'accès de l'Iran aux technologies, au savoir-faire et à l'investissement, limitant ainsi la capacité de production des champs pétroliers et gaziers. On estime que l'Iran a perdu des milliards de dollars d'investissements dans ce secteur à la suite du renforcement des sanctions, en 2012, lorsque les sociétés internationales se sont retirées de leurs projets iraniens, ont décidé de ne pas poursuivre leurs investissements ou ont cédé leurs investissements à d'autres sociétés. Pour développer ses champs pétroliers, l'Iran a dû s'appuyer sur des entreprises locales et quelques sociétés asiatiques. Les sociétés chinoises et russes sont les seules à participer directement ou indirectement à l'exploitation des champs pétroliers. Ces pays ont toutefois réduit leurs investissements en raison des restrictions imposées aux échanges avec l'Iran (figure 3).

Figure 3. Flux d'IDE vers l'Iran et par secteur



Source : fDi Market et Banque mondiale. Les données concernent les IDE de création, et non pas les fusions-acquisitions ou les autres types d'IDE.

L'accord-cadre nucléaire du 2 avril 2015 a suscité un regain d'intérêt de la part d'entreprises multinationales étrangères désirant investir dans le secteur pétrolier et gazier. Les responsables iraniens estiment que 130 à 145 milliards de dollars devront être investis d'ici à 2020 pour éviter la chute de la production pétrolière, dont 100 milliards de dollars pour le vaste champ gazier de Pars Sud. La Banque mondiale estime que les flux d'IDE pourraient atteindre 3 et 3,2 milliards de dollars en 2016 et 2017 respectivement si les sanctions internationales sont levées et la

croissance économique remonte à 5,5 % en 2017 (figure 3).⁴ Ce niveau représente le double de celui observé en 2015, mais seulement un tiers du record enregistré en 2003. L'Inde, la Chine et la Russie, qui étaient les trois investisseurs les plus actifs en Iran dans les années 2000, devraient être rejointes par les États-Unis et les pays européens, en particulier l'Italie, ainsi que les Émirats arabes unis. La majorité des flux d'IDE devraient être destinés au secteur pétrolier et énergétique, qui en a bien besoin, devant les secteurs automobile et pharmaceutique.

EFFETS NATIONAUX

La situation macroéconomique

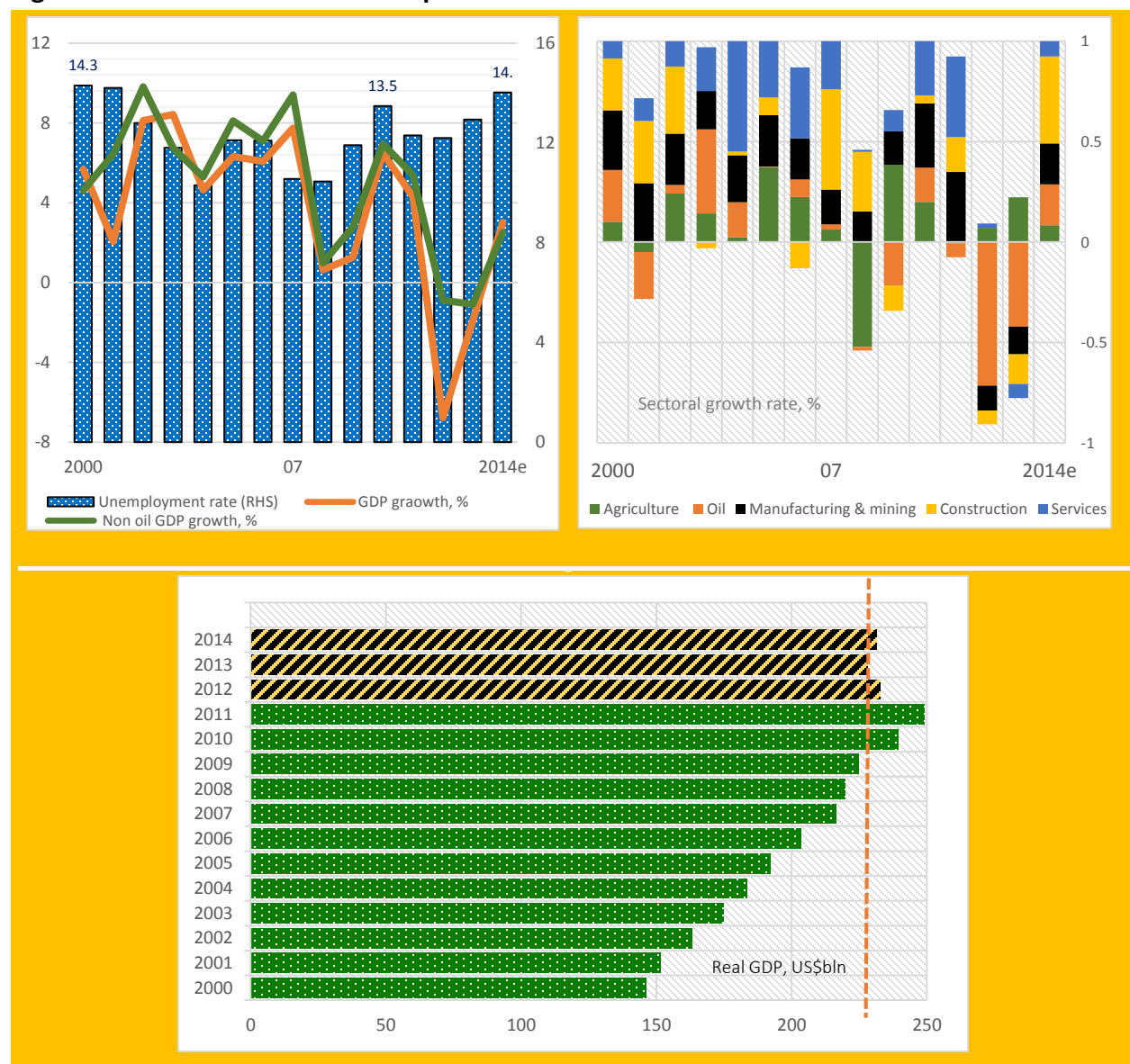
L'Iran a connu une période de récession économique de plus de deux ans jusqu'à l'année dernière, son taux de croissance chutant à -6,8 et -1,9 % en 2012 et 2013 respectivement. Malgré une reprise de l'économie en 2014, le PIB était au même niveau qu'en 2009 (figure 4). Le fléchissement a été le plus net dans le secteur pétrolier, soumis à de dures sanctions depuis 2012, et marqué par un déclin considérable de la production et des exportations au cours de ces deux années. Lors de l'exercice 2010/11, soit avant les sanctions, la production pétrolière était proche de 3,7 Mb/j, dont 2 Mb/j étaient exportés. En 2012/13, soit peu de temps après le durcissement des sanctions, la production et les exportations de pétrole brut ont chuté de 1 Mb/j. Les secteurs du bâtiment et de l'automobile, soit les plus importants en matière de création d'emplois (avec les services), se sont également fortement contractés. La production du secteur automobile a diminué de moitié tandis que le bâtiment a décliné de 3,6 et 3,1 % en 2012 et 2013 respectivement, essentiellement du fait de la baisse des importations de matériaux et d'équipements et du recul des investissements consécutifs à l'interruption des flux d'IDE. La demande de permis de construire a en moyenne baissé de 3 % au cours de cette période. Bien que les taux officiels de chômage ne reflètent pas ces pertes d'emplois, les estimations non officielles indiquent une augmentation de 2 % du taux de chômage, estimé à 14 % en 2014.

Le nouveau gouvernement a récemment pris des mesures pour renforcer les politiques budgétaires et monétaires et réduire l'inflation tout en stimulant la croissance grâce à des dépenses d'investissement. Les données de la Banque centrale indiquent que la croissance au cours du troisième trimestre 2014/15 (21 septembre-21 novembre, exercice clos le 21 mars 2015) a atteint 3 % (contre -1,8 % au cours du même trimestre de l'année précédente), stimulée par l'augmentation de l'activité dans les industries manufacturières et extractives et le secteur des services (figure 4). Malgré les bas prix du pétrole et la faible production pétrolière, le taux de croissance du PIB réel devrait atteindre 3,5 % sur l'ensemble de l'année en cours. L'inflation a diminué de moitié pour atteindre 14,3 % au premier trimestre 2015, contre 42 % au cours de la

⁴ Le taux IDE/PIB reste constant tout au long de la période étudiée.

même période en 2013, grâce au resserrement de la politique monétaire et à la stabilisation de la monnaie nationale sur le marché noir. Malgré ces efforts, la politique macroéconomique du gouvernement change fréquemment et est souvent difficile à prévoir, pénalisant ainsi les acteurs privés. Il s'ensuit que la croissance est restée inférieure à son taux potentiel, contribuant ainsi au problème du chômage, déjà élevé (figure 4).

Figure 4. Situation macroéconomique de l'Iran



Source : Banque mondiale, Statista et Banque centrale d'Iran. Exercice clos le 21 mars.

La levée des sanctions dans le sillage de l'accord nucléaire devrait fortement stimuler l'économie iranienne en 2016 et au cours de l'année suivante, dynamisée par l'augmentation de la production et des exportations pétrolières, la hausse de la production automobile et le développement des échanges (les politiques post-sanctions sont décrites à l'annexe 3). Cette

reprise, si elle s'accompagne de politiques macroéconomiques avisées, pourrait doper la croissance économique. L'élargissement de l'espace budgétaire qui en découlera (jusqu'à 15 milliards de dollars par an d'exportations pétrolières, soit 3,5 % du PIB — voir page 4) permettra également au gouvernement de conduire des projets d'investissement. Les estimations de la Banque mondiale indiquent qu'en cas de suspension totale des sanctions, la croissance du PIB réel pourrait atteindre 5,1 et 5,5 % en 2016/17 et 2017/18 respectivement, soit des niveaux proches de ceux observés avant les sanctions (tableau 2).

Tableau 2. Croissance du PIB réel (pourcentage)

Exercice	Estimations				Projections			
	2010/11	2011/12	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16	2016/17	2017/18
Croissance du PIB	5,9	3,0	-6,8	-1,9	3,0	3,3	5,1	5,5

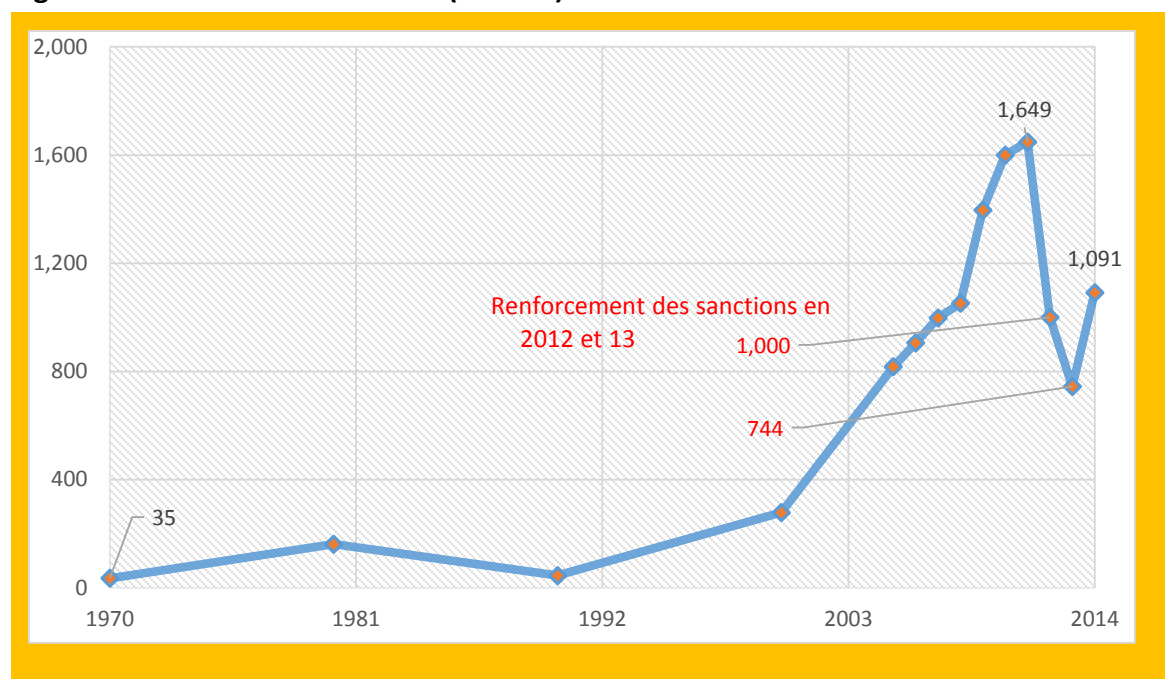
Source : Mottaghi (2015a). Exercice clos le 21 mars.

Les secteurs économiques

Bien que tous les secteurs soient susceptibles de bénéficier du désenclavement de l'économie, les filières automobile et pharmaceutique devraient connaître le plus grand essor. Le secteur automobile iranien, qui comprend notamment le Groupe Bahman, Iran Khodro et Saipa, est l'une des plus grandes branches de l'industrie et représente plus de 10 % du PIB. À la suite du renforcement des sanctions, en 2012, la production automobile est tombée à 700 000 voitures par an contre 1,6 million avant l'imposition des sanctions (figure 5). Ce tassement tient essentiellement à la dépréciation de la monnaie nationale, qui a augmenté le coût des pièces importées, et à l'interdiction d'importation de matériel et d'équipement. Les ventes d'automobiles ont chuté de moitié, coûtant chaque année des milliards de dollars au secteur. En l'absence de données, les estimations indiquent que le recul de la production automobile a entraîné des licenciements dans ce secteur, qui représente 4 % de la main-d'œuvre et est considéré comme l'un de ceux contribuant le plus à la création d'emplois en Iran.

La levée des sanctions et la reprise de la coopération entre les sociétés internationales et l'Iran devraient stimuler la production automobile, qui pourrait atteindre au cours des deux prochaines années un niveau proche de celui d'avant les sanctions. La production de l'industrie pharmaceutique augmentera également, car les sociétés pourront importer les pièces et machines qui font l'objet de sanctions depuis deux ans. Il est vraisemblable que les exportations pharmaceutiques vers l'Europe, qui se chiffraient à 2,5 milliards de dollars avant 2012, reprendront après la suspension des sanctions. Les exportations vers l'Asie et l'Afrique, qui n'ont pas connu d'important déclin du fait des sanctions, devraient néanmoins croître avec la réduction des restrictions sur les transports maritimes et l'assurance sur facultés.

Figure 5. Production automobile (milliers)



Source : Organisation internationale des constructeurs d'automobiles.

Le marché du travail

Le marché du travail a souffert des sanctions. On estime qu'environ 800 000 à 900 000 Iraniens entrent chaque année sur le marché du travail⁵. Même avant le durcissement des sanctions, en 2012, l'économie n'arrivait à créer que 200 000 emplois par an. Ce chiffre a fortement décliné depuis. La suspension des sanctions aura pour effet immédiat d'augmenter la production du secteur pétrolier, qui emploie une part négligeable de la population active iranienne, et ne devrait donc pas directement influencer la demande de main-d'œuvre. En revanche, la demande de capitaux augmentera ; le modèle EGC estime que le coût réel du capital progressera d'environ 8 % à moyen terme. Mais la demande de main-d'œuvre croîtra grâce à l'augmentation des dépenses associées à la hausse des recettes pétrolières et à la croissance de secteurs à forte intensité de main-d'œuvre tels que l'automobile, l'industrie pharmaceutique, le bâtiment, le tourisme, la finance et les communications. La Banque mondiale estime que l'économie iranienne devra créer 5 millions d'emplois au cours des cinq prochaines années, en supposant un taux de croissance du PIB de 5,5 %, pour maintenir le taux de chômage à 10 %. Soit une augmentation d'un million d'emplois par an dans une économie qui en crée à peine 200 000. La croissance des secteurs à forte intensité de main-d'œuvre devrait contribuer à la baisse du taux de chômage et à la hausse des salaires. Les simulations réalisées à l'aide du modèle EGC indiquent

⁵ Centre statistique iranien et sources internationales.

qu'à moyen terme les salaires de la main-d'œuvre qualifiée augmenteront de 2 % en valeur réelle et ceux de la main-d'œuvre non qualifiée de 0,5 %.

La levée des sanctions pourrait influencer de diverses manières la répartition des revenus par le biais du marché du travail. La réintégration de l'économie iranienne dans les marchés mondiaux pourrait augmenter la rémunération des compétences et du talent et creuser les écarts de revenu, comme on a pu le voir dans certains pays ouverts à la mondialisation. Il est possible que la reprise des investissements dans les secteurs non pétroliers stimule la demande de main-d'œuvre de manière générale, et contribue à la hausse des salaires par rapport au rendement du capital. Certains types d'emplois pourront progresser et d'autres reculer en termes relatifs. La place des femmes par rapport aux hommes sur le marché du travail est une considération importante. Le taux d'activité des femmes en Iran a suivi une tendance baissière et leur taux de chômage a fortement augmenté ces dernières années (tableau 3).

L'intensification des sanctions au milieu de l'année 2012 semble avoir aggravé la situation pour les femmes, alors que le taux de chômage des hommes s'est résorbé. Cette disparité pourrait être due à plusieurs facteurs, y compris des effets de cohorte différents pour les hommes et les femmes. La plus grande mobilité des hommes est probablement un facteur important. Les sanctions ont entraîné la suppression de nombreux emplois, mais ont également ouvert des possibilités dans les secteurs des biens échangeables, dans lesquels les hommes se sont engagés plus rapidement. À l'inverse, les femmes étaient attirées vers des emplois dans le secteur des services, en partie du fait de l'apparition des nouvelles technologies créant des emplois correspondant mieux aux compétences de femmes ayant un bon niveau d'instruction.

La manne économique découlant de la suspension des sanctions est susceptible d'entraîner l'appréciation du taux de change réel (voir encadré 2), qui pourrait exercer des pressions sur l'agriculture et l'industrie et encourager le secteur des services. Cette évolution pourrait être perturbatrice pour les hommes, qui dépendent plus des secteurs des biens échangeables, tandis que les femmes ont trouvé des emplois qui leur correspondent mieux dans le secteur des services. Elle pourrait entraîner une forte augmentation du taux d'activité des femmes à mesure que leurs débouchés se développent. Elle pourrait également contribuer à l'augmentation des salaires de nombreuses femmes et aux revenus des ménages en général. Il est également probable que les types d'emplois gratifiants créés sous l'effet de la réintégration de l'économie dans les marchés mondiaux nécessiteront des compétences accrues (maîtrise d'une langue étrangère et des technologies récentes, connaissance des pratiques professionnelles et commerciales, etc.). Les revenus des déciles supérieurs de la distribution des dépenses pourraient alors augmenter rapidement. Cette évolution pourrait d'ailleurs être inévitable, car le seul moyen pour les travailleurs iraniens de concurrencer leurs homologues qui ne disposent pas

de rentes de ressources naturelles sera de transformer leurs recettes étrangères en capital humain et d'améliorer suffisamment leur productivité.

La levée des sanctions et la manne associée devraient permettre d'atténuer, voire de réduire, la pauvreté. La hausse de la rémunération des compétences ne devrait pas accentuer la pauvreté, car tous les revenus pourraient bénéficier de l'amélioration de la situation économique et l'Iran est par ailleurs doté de filets de protection sociale efficaces ainsi que d'institutions de lutte contre la pauvreté. L'adoption de politiques visant à améliorer la qualité de l'éducation et à faciliter l'accès de la population à de nouvelles compétences et informations, le cas échéant, devrait avoir un effet bénéfique sur la distribution des revenus et réduire la pauvreté.

Tableau 3. Tendances du marché du travail iranien par sexe

	Femmes					Hommes				
	2005	2009	2010	2012	2014	2005	2009	2010	2012	2014
Population active (millions)	4,8	4,4	4,3	4,0	3,9	18,5	19,4	19,5	19,7	20,0
Taux d'activité (%)	17,0	14,5	14,1	12,6	12,0	64,7	62,8	62,1	61,6	62,5
Actifs occupés (millions)	4,0	3,7	3,5	3,1	3,1	16,7	17,3	17,2	17,6	18,2
Chômeurs (millions)	0,8	0,7	0,9	0,8	0,8	1,9	2,1	2,3	2,1	1,8
Chômeurs, 15-24 ans (millions)	0,5	0,3	0,4	0,3	0,2	0,9	0,9	0,9	0,8	0,5
Taux de chômage, 15-24 ans (%)	32,6	32,4	41,3	42,7	43,8	20,4	22,7	25,5	23,4	21,3
Chômeurs, 15-29 ans (millions)	0,7	0,6	0,7	0,6	0,5	1,3	1,4	1,5	1,3	1,0
Taux de chômage, 15-29 ans (%)	29,9	31,0	39,7	40,3	40,1	17,8	19,7	21,8	20,9	17,8
Actifs dans l'agriculture (millions)	1,3	1,1	1,0	0,8	0,7	3,8	3,3	3,0	3,1	3,1
Part dans l'emploi (%)	33,6	30,5	28,0	26,3	21,8	22,6	18,8	17,5	17,6	17,2
Actifs dans l'industrie (millions)	1,1	0,9	0,8	0,7	0,8	5,1	5,7	5,8	6,2	6,4
Part dans l'emploi (%)	38,0	44,0	24,4	23,3	24,3	30,8	33,1	33,8	35,2	35,4
Actifs dans les services (millions)	1,5	1,6	1,6	1,6	1,7	7,8	8,3	8,4	8,3	8,6
Part dans l'emploi (%)	38,0	44,0	47,6	50,4	53,8	46,5	48,1	48,8	47,1	47,4

Source : Calculs établis à partir des données publiées par le Centre statistique iranien.

La gestion de la manne économique

La suspension des sanctions internationales permettra à l'Iran d'accéder à des milliards de dollars d'avoirs bloqués, qui sont non négligeables compte tenu de sa faible dette extérieure. La levée des sanctions réduira également les coûts des échanges extérieurs et permettra à l'Iran d'accroître ses exportations, qui se chiffrent actuellement à environ 130 milliards de dollars. Les coûts des échanges représentent dans certains cas un tiers de la valeur des biens concernés, dont la moitié est entièrement prise en charge du côté iranien. L'élimination de ce fardeau supplémentaire n'aura pas nécessairement une grande influence à court terme sur les exportations non pétrolières. Mais elle peut réduire les coûts des importations, des investissements et de la production et améliorer la compétitivité des exportateurs et prestataires de services iraniens à moyen terme. L'Iran devrait connaître une forte augmentation des investissements dans les champs pétroliers et gaziers, qui pourraient porter ses exportations à près de 3 millions de barils par an. Les recettes iraniennes augmenteront même si les cours du pétrole stagnent ou baissent légèrement (voir page 4). Qui plus est, les flux d'investissements étrangers devraient considérablement croître compte tenu des énormes débouchés qui devraient accompagner l'élimination des contraintes imposées à l'économie iranienne par les sanctions, en particulier dans le contexte du ralentissement observé sur les autres marchés émergents et des résultats historiquement bas des pays avancés (voir la section Investissement direct étranger). L'Iran devrait donc bénéficier d'une importante manne économique. Les simulations réalisées avec le modèle EGC montrent que le gain pur de productivité découlant de la levée des sanctions est d'environ 2,8 % du bien-être.

L'effet à long terme de cette manne sur la croissance économique et l'emploi dépendra des politiques et institutions publiques en place, notamment celles favorisant les exportations et la diversification. Les résultats de l'Iran dans ce domaine sont mitigés (encadré 2). Au moins trois écueils devraient être évités.

Premièrement, l'afflux de fonds sur le marché des changes iranien entraînera l'appréciation du rial en valeur réelle. Cette hausse pourrait perturber le secteur des biens échangeables, notamment les exportations non traditionnelles. Entre 2002 et 2012, l'appréciation du taux de change réel (due aux prix élevés des produits de base) s'est également accompagnée d'une augmentation des exportations non pétrolières. Mais cette augmentation était liée à l'utilisation par l'État des rentes pétrolières pour promouvoir les secteurs des produits pétrochimiques, plastiques et, dans certains cas, alimentaires, également bénéficiaires de subventions des carburants. Et la réaffectation des fonds publics à d'autres fins entraîna le déclin rapide de ces exportations. Pour contrer les effets négatifs de l'appréciation inexorable du taux de change réel, l'État doit améliorer l'offre de biens non échangeables.

Deuxièmement, les besoins d'investissement de l'Iran sont considérables. L'investissement représente actuellement environ 5 % du PIB, ou 20 milliards de dollars, soit un niveau inférieur à celui qui avait permis à l'économie de croître à une moyenne de 5 à 6 % par an entre la fin des années 1990 et la fin des années 2000. L'accélération de la croissance, nécessaire pour rattraper le retard accumulé ces dernières années, exigera une augmentation substantielle des investissements. L'État devra pour cela résister à la tentation d'affecter une grande partie de la manne économique à la consommation. Les projets d'investissement devraient en outre être minutieusement examinés pour éviter les gaspillages qui accompagnent souvent la forte hausse des investissements.

Comment l'Iran peut-il améliorer l'offre de biens non échangeables tout en protégeant les ressources d'investissement et en réduisant les gaspillages ? Il n'y a pas de solution miracle, mais plusieurs principes méritent d'être évoqués.

Le premier est d'accorder la priorité à la gouvernance, en particulier à la transparence, à l'efficacité administrative et à la lutte anticorruption. L'amélioration de la gouvernance contribue à renforcer la confiance dans les pouvoirs publics et leur permet de mener à bien des politiques d'intérêt général, y compris en matière d'investissement, qui seraient autrement négligées par les « chercheurs de rentes » qui attendent de l'État qu'il oriente les politiques en leur faveur. Un autre avantage important est que des services publics efficaces réduisent le coût de production des biens non échangeables, et contribuent ainsi à la compétitivité malgré d'importants afflux de devises.

Le deuxième est d'envisager la création d'un fonds de stabilisation. Jusqu'à présent, les sanctions ou le blocage des avoirs ont exclu la création d'un tel fonds en Iran. Mais l'accord nucléaire semble indiquer avec une certaine confiance que l'Iran pourra utiliser ses avoirs comme tout autre pays. Ce fonds, s'il est accompagné de mécanismes de gestion appropriés, pourra améliorer la transparence tout en contribuant au lissage des revenus et à la protection des investissements.

Le troisième est de s'attaquer aux éventuels goulets d'étranglement infrastructurels. L'infrastructure iranienne est bien développée à de nombreux égards, mais de qualité insuffisante dans certains domaines, et des goulets d'étranglement pourraient se former lorsque l'économie décollera. Le réseau routier s'est développé au cours des 25 dernières années, mais la qualité des routes est souvent médiocre, comme l'atteste le nombre d'accidents mortels de la route qui est le plus élevé au monde (Organisation mondiale de la Santé, 2012). L'internet et les télécommunications se sont rapidement développés depuis quelques années, mais les vitesses de transmission sont très lentes, ce qui pénalise les entreprises iraniennes par rapport à celles des autres marchés émergents. Compte tenu du niveau d'instruction de la population active iranienne et de l'accès aux rentes de ressources, ses chances de posséder un avantage comparatif dans des secteurs à faible intensité technologique sont limitées du fait du coût élevé de la main-

d'œuvre. Il est donc impératif de promouvoir les secteurs de haute technicité et de soutenir l'innovation et la recherche-développement dans ces secteurs. Ces mesures devraient être au cœur de tout plan visant à transformer les ressources naturelles du pays en capital humain, avec des incidences durables sur la productivité.

Encadré 2 : L'expérience iranienne en matière de gestion de la manne pétrolière

L'expérience iranienne de la gestion de la manne pétrolière donne à réfléchir. Lorsque la production et les exportations pétrolières ont commencé à augmenter, l'État a mis en place, en 1948, une organisation de planification devant recevoir une portion des recettes pétrolières dans le but de stimuler l'investissement, notamment dans le développement infrastructurel. Cette mesure s'est traduite par deux décennies de croissance économique spectaculaire. Mais, avec le quadruplement des prix du pétrole en 1973 et l'accroissement de la production, le shah d'Iran a marginalisé l'organisation de planification et orienté lui-même les décisions en matière d'investissement et de dépenses. Faute de planification et de consultation appropriée, d'importants goulets d'étranglement ont entravé l'économie. L'inflation s'est accélérée tandis que le taux de change réel s'est apprécié. Cette situation ne pouvait durer et le choc sur les dépenses a été économiquement et socialement déstabilisant. Deux possibilités d'amélioration, en 1980 et 1982, furent sans lendemain. L'instabilité caractéristique de l'après-révolution et de la guerre contre l'Iraq entraîna un manque de planification et d'investissement.

La fin de la guerre Iran-Iraq, à la fin des années 1980, représenta une autre aubaine, quelque peu comparable à la situation actuelle. La guerre avait perturbé la production pétrolière et le commerce iraniens. L'économie nationale avait fortement décliné et sortait d'une période d'isolement et d'austérité. Peu après la fin de la guerre, l'État augmenta la production pétrolière, ce qui eut pour effet d'accroître les recettes étrangères. L'État élaborait également des plans d'investissement pour développer l'infrastructure, ouvrir le marché et reconstruire le pays. L'économie progressa rapidement, suscitant l'optimisme général. Les entreprises, essentiellement publiques, souscrivirent des emprunts à court terme sur les marchés internationaux pour stimuler les investissements et les stocks. L'État dévalua également le taux de change réel officiel qui avait atteint un niveau stratosphérique, unifia brièvement les taux de change multiples et ouvrit le compte des mouvements de capitaux avec l'extérieur. La dévaluation entraîna l'augmentation des recettes publiques en rials et permit à l'État d'augmenter considérablement les dépenses, de développement notamment. L'accumulation des réserves pour faire face aux imprévus fut toutefois lente. Il s'ensuit que, lorsque les dettes à court terme arrivèrent à échéance en 1993-94, l'économie connut une crise de la balance des paiements, entraînant un retour aux taux de change multiples et de rigoureux contrôles du marché. L'investissement déclina rapidement, en particulier dans le secteur privé.

La dernière manne pétrolière date du début des années 2000, lorsque les cours du pétrole commencèrent à augmenter. Comme au début des années 1990, l'État dévalua le taux de change officiel et unifia la monnaie. Mais la Banque centrale accumula davantage de réserves, n'ouvrit pas le compte de capital et mit en place un compte d'épargne en devises pour amortir les fluctuations des cours. Contrairement aux fonds souverains, ce compte géré par l'État et ses ressources furent essentiellement utilisés pour accorder des prêts en devises aux entreprises nationales. L'État continua d'augmenter ses dépenses, stimulées par la hausse continue des prix du pétrole. Mais le déficit se creusa. En 2005, un président populiste privilégiant des projets redistributifs à rendement immédiat arriva au pouvoir. L'augmentation des recettes pétrolières permit à l'État d'engager des dépenses excessives, d'offrir des subventions massives aux consommateurs, notamment pour les produits énergétiques, et d'obliger le système bancaire à développer le crédit, en maintenant le taux de change nominal relativement constant pour maîtriser l'inflation. À la fin de 2010, l'État tenta de réduire sensiblement les subventions à l'énergie. Mais la politique mise en œuvre offrait des subventions en nature correspondant au double de la réduction des subventions. Le système devint de plus en plus sensible aux chocs extérieurs, car l'économie continuait de dépendre fortement des exportations pétrolières. Le secteur privé devint de plus en plus impliqué dans la construction d'immeubles résidentiels et commerciaux. L'État lança un grand programme de construction de logements, qui s'avéra extrêmement coûteux et inflationniste. Pour compenser ses engagements excessifs, il commença à réduire ses dépenses de développement après 2008. À la fin des années 2000, l'investissement intérieur était de plus en plus orienté vers la construction de logements, qui n'avait guère de fonction d'exportation. Les ressources du compte d'épargne en devises avaient entièrement été prêtées et il n'était pas certain que les fonds puissent être collectés en cas de besoin. La situation connut son paroxysme au milieu de 2012, lorsque les sanctions internationales s'intensifièrent. La baisse des recettes pétrolières entraîna la chute du rial et la flambée de l'inflation au-delà de 40 %. Cette situation entraîna le rapide déclin des dépenses de développement, des investissements et du PIB.

Source : Esfahani, H. "Iran's experience with oil windfall." 2015.

RÉFÉRENCES

Esfahani, S. Hadi. 2015. Iran's Potential for Exports Growth Post Sanctions. Mimeo, University of Illinois at Urbana-Champaign.

Esfahani, S. Hadi. 2015. Iran's Experience with Oil Windfalls. Mimeo, University of Illinois at Urbana-Champaign.

Esfahani, S. Hadi. 2015. Labor Market and Poverty Trends in Iran. Mimeo, University of Illinois at Urbana-Champaign.

Hufbauer, Gary Clyde, Kimberly Ann Elliott, Tess Cyrus, and Elizabeth Winston. April 1997. US Economic Sanctions : Their Impact on Trade, Jobs and Wages, Peterson Institute for International Economics. Washington, DC :

Ianchovichina, Elena ; Shanta Devarajan, Csilla Lakatos. 2015. A Global Modeling Exercise of Removing Iran's Sanctions. Mimeo, Washington, DC : Banque mondiale.

Mottaghi, Lili. 2015a. *Bulletin trimestriel d'information économique de la région MENA, janvier 2015*, Chute des Prix du Pétrole. Washington, DC : Banque mondiale.

Mottaghi, Lili. 2015. Estimating the Impacts of Lifting Sanctions on Trade in Iran. Mimeo. Washington, DC : Banque mondiale.

Annexe 1. Modélisation mondiale de la levée des sanctions contre l'Iran

La levée des sanctions contre l'Iran, proposée à la suite de l'accord nucléaire conclu le 14 juillet 2015 avec les membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU et l'Allemagne (« P5+1 »), aura des incidences sur les économies mondiale, régionale et iranienne. Le retour des exportations pétrolières iraniennes aux niveaux de l'avant 2012 pourrait à terme introduire chaque jour un million de barils supplémentaires sur le marché mondial et ainsi faire baisser les cours mondiaux. Les principaux partenaires commerciaux de l'Iran, dont les Émirats arabes unis et les autres pays du Moyen-Orient et de l'Asie centrale, connaîtront une hausse de leurs échanges de produits pétroliers et non pétroliers, consécutive à la réduction des coûts de transaction induits par les sanctions. Qui plus est, l'économie iranienne, profitant de la levée des obstacles au commerce, s'orientera vers la production de biens à prix élevé tandis que sa consommation privilégiera les importations bon marché, avec les effets que cela suppose sur la croissance, la distribution et le bien-être des ménages.

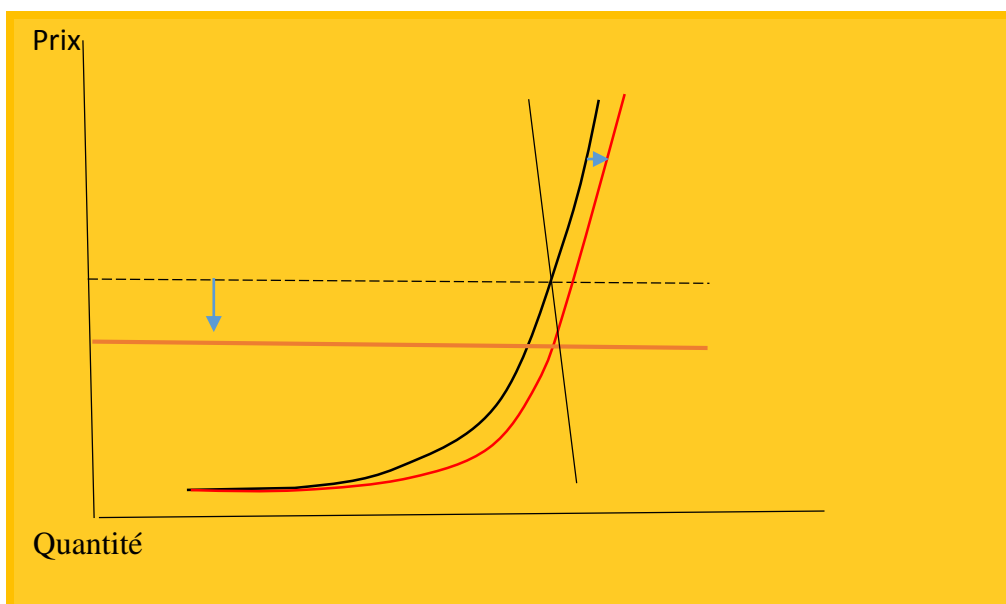
Ianchovichina et al. (2015) quantifient les incidences économiques de la levée des sanctions contre l'Iran en utilisant une version modifiée de la base de données GTAP 9 ainsi que le modèle d'équilibre général calculable (EGC) décrit par Hertel (1997). Les modèles EGC rendent compte des interactions entre les producteurs et les consommateurs, par le biais du mécanisme de formation des prix. Le modèle mondial utilisé ici rend également compte des échanges commerciaux entre les pays et établit une série de prix mondiaux équilibrant l'offre et la demande internationale. Il simule l'effet d'un « choc », tel que la suspension des sanctions commerciales, sur les prix d'équilibre du marché aux niveaux mondial et national et permet ainsi d'isoler les incidences de la levée des sanctions par rapport à l'évolution générale de l'économie. Ce modèle rend compte du nouvel équilibre d'une économie qui a été perturbée, et il est donc recommandé d'utiliser un horizon temporel de un à deux ans.

Dans cette simulation, la levée des sanctions contre l'Iran a trois composantes : i) la levée des sanctions de l'UE sur le pétrole ; ii) la réduction des coûts de transport liés aux échanges avec l'Iran ; et iii) les améliorations de la productivité des échanges transfrontaliers de services. Les restrictions sur les importations de pétrole iranien imposées par l'UE en 2012 constituaient les sanctions les plus radicales (voir ci-dessous). Leur suppression devrait avoir le plus grand impact macroéconomique sur l'Iran et le reste du monde : le pétrole iranien représente 65 % des recettes d'exportation du pays et une part relativement importante (8 %) des exportations mondiales. Les coûts de transport liés aux échanges avec l'Iran diminueront à mesure que les inspections des exportations iraniennes, imposées dans le cadre des sanctions, seront supprimées ou fortement réduites. Cette baisse aura un effet sur le commerce de marchandises et stimulera en particulier les exportations de produits agricoles, de machines et d'autres biens pour lesquels les marges de transport sont importantes. La levée par les États-Unis et les autres partenaires des restrictions sur la finance, le tourisme et le transport entraînera l'amélioration de la productivité des

échanges transfrontaliers dans ces domaines. La suppression de ces restrictions stimulera les exportations iraniennes dans les secteurs de la finance, de l'assurance et du tourisme.

L'étude montre que les gains de l'Iran découlant de la suspension des sanctions sont importants et entraîneront un gain de prospérité de 13 milliards, soit une augmentation du bien-être par habitant de 2,8 %. La majorité de ces gains (2 % ou environ 10 milliards de dollars) sont liés à la levée des sanctions de l'UE sur les produits pétroliers, tandis que la réduction du coût des échanges et les améliorations des conditions des échanges transfrontaliers apporteront un gain supplémentaire de près de 1 %. Au niveau mondial, les importateurs nets de pétrole seront les gagnants tandis que les exportateurs nets seront les perdants, du fait de la baisse des cours mondiaux d'environ 14 % en valeur réelle liée à l'arrivée d'importants volumes de pétrole iranien sur le marché mondial. Cette arrivée d'un million de barils pourrait provoquer un déclin notable des cours pétroliers du fait de la faible élasticité de l'offre et de la demande de pétrole (figure 1 de l'annexe).

Figure 1 de l'annexe. Effets de la levée des sanctions sur les prix du pétrole



Les gains pour l'UE et les États-Unis, tous deux importateurs nets de pétrole, sont importants en valeur absolue (74 et 37 milliards de dollars respectivement), mais faible en valeur relative, car le bien-être par habitant n'augmente que de 0,5 % dans l'UE et de 0,33 % aux États-Unis. Les pertes sont les plus fortes pour les membres de l'OPEP, en particulier le CCG, qui devrait perdre 4,4 % de bien-être par habitant (soit 62 milliards de dollars aux prix de 2011). Le bien-être par habitant des autres membres de l'OPEP et de la Russie diminue de 3 % (22 milliards de dollars) et de 1,8 % (34 milliards de dollars) respectivement. Le reste du monde ne bénéficie pas de la réduction du coût des échanges iraniens, car l'Iran ne représente qu'une part négligeable des exportations mondiales non pétrolières.

La levée des sanctions de l'UE sur le pétrole stimulera le secteur pétrolier iranien (à forte intensité de capital) et provoquera donc l'augmentation du coût réel du capital (8 %) et, dans une moindre mesure, des salaires des travailleurs iraniens qualifiés et non qualifiés (1,1 et 0,4 % respectivement). La hausse des salaires est liée à la dépense des recettes pétrolières et non à l'effet direct de l'expansion du secteur, car il emploie une part négligeable de la population active. L'essor du commerce lié à la réduction du coût des échanges se traduit par une augmentation des salaires, en particulier des travailleurs qualifiés. Globalement, les salaires des travailleurs qualifiés et non qualifiés devraient progresser de 2 et 0,5 % respectivement avec la levée des sanctions contre l'Iran. La réaction de l'offre à la réduction du coût des échanges sera négligeable, mais l'augmentation du volume des exportations, actuellement peu développées, sera importante : 19 % pour les produits agricoles et alimentaires, 33 % pour les métaux et les minerais, 13 % pour les machines, 18 % pour les textiles, 24 % pour les articles manufacturés légers, 10 % pour la finance et l'assurance, 7 % pour les transports et 18 % pour le tourisme et les loisirs.

Annexe 2. Estimation des pertes de recettes d'exportation subies par l'Iran du fait des sanctions

Les sanctions internationales ont eu d'importantes incidences sur les secteurs iraniens participant aux échanges internationaux, surtout ces trois dernières années. L'analyse (Mottaghi, 2015) présentée ici se propose de mesurer l'importance quantitative de ces incidences sur les échanges bilatéraux entre l'Iran et ses principaux partenaires commerciaux. Elle utilise un modèle d'attraction modifié (Hufbauer et al, 1997) pour estimer les impacts des sanctions commerciales et calculer les recettes à l'exportation de l'Iran lorsque ces sanctions seront levées. La variable dépendante de ce modèle représente les importations et les exportations exprimées en dollars. Les variables indépendantes sont le logarithme du PIB (les recettes), la distance et la langue des deux pays concernés lorsque ces données sont disponibles. Nous avons ajouté une série de variables fictives pour rendre compte des effets des sanctions commerciales sur les échanges bilatéraux entre deux groupes de pays. Ces variables prennent la valeur 1 pour 2012, 2013 et 2014, lorsque les sanctions étaient dures, et 0 les autres années. Le modèle est log-linéaire et toutes les variables sont présentées sous la forme log naturelle.

Le jeu de données couvre 28 pays (énumérés aux tableaux 1 et 2 de l'annexe) et une période de 12 mois pour les années 2000-2014. Les régressions sont calculées en utilisant le modèle standard à effets fixes neutralisant les revenus et les variables fictives. Pour faciliter l'analyse, les partenaires commerciaux de l'Iran ont été placés dans deux groupes : les partenaires mondiaux et régionaux (région MENA au sens large, y compris les pays limitrophes d'Asie du Sud et d'Asie centrale). Les données sur les échanges proviennent de la *Direction of Trade Statistics* du Fonds monétaire international (FMI DOTS) tandis que les données sur le PIB proviennent des indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale et du *World Economic Outlook* du FMI ; elles sont exprimées en dollars. Les résultats de régression sont consignés dans les tableaux 1 et 2 de l'annexe.

Le pouvoir explicatif du modèle, illustré par nos valeurs de R^2 , de R^2 ajusté et de F, est élevé. Les coefficients des variables indépendantes peuvent être interprétés comme une élasticité du fait de la forme logarithmique du modèle. Par exemple, une modification de 1 % du PNB de l'exportateur correspondra à un pourcentage de variation des échanges commerciaux bilatéraux en fonction du coefficient de régression de cette variable. Les coefficients fictifs sont interprétés comme des chocs ressentis par le secteur sous l'effet du durcissement des sanctions. Aux fins de l'analyse, nous avons utilisé l'exposant du coefficient de la variable fictive pour la paire de pays et interprété comme choc ressenti par le secteur, car les exportations/importations (variables dépendantes) sont exprimées sous forme logarithmique. Les coefficients de la variable fictive peuvent donc être interprétés comme des pourcentages de variation de la variable dépendante lorsque la variable fictive prend la valeur 1. Par exemple, si le coefficient associé à une variable fictive est -0,5, lorsque cette variable prend la valeur 1, la valeur du nombre naturel e affectée

de l'exposant -0,5 est 0,60 (la base e à la puissance -0,5 = 0,60). Il s'ensuit que les échanges bilatéraux n'ont atteint que 0,60 fois leur volume d'avant les sanctions, soit une baisse de 40 %. Aux fins de cette étude, nous avons utilisé l'exposant du coefficient de régression de chacune de ces variables (exportations et importations) auquel nous avons soustrait 1 pour obtenir la variation en pourcentage des exportations et importations totales.

Les résultats de l'étude indiquent que le renforcement des sanctions a eu d'importantes incidences sur les échanges entre l'Iran et ses principaux partenaires commerciaux et a entraîné leur baisse continue au cours de la période 2012-14 (voir la section Échanges bilatéraux). Les échanges commerciaux auraient pu atteindre 17,1 milliards de dollars de plus si ces sanctions n'avaient pas été imposées.

Estimations concernant les exportations

Tableau 1 de l'annexe

Partenaires de la région MENA				Partenaires internationaux			
	Log (PNBi*PNBj)	Erreur- type	T-Stat		Log (PNBi*PNBj)	Erreur- type	T-Stat
Égypte	0,6	0,1	5,8	Japon	0,5	0,1	4,8
Inde	1,6	0,2	8,4	Corée du Sud	0,8	0,1	7,0
Jordanie	-0,1	0,1	-1,5	Italie	0,5	0,1	5,9
Liban	0,1	0,0	2,4	Chine	0,9	0,0	4,1
Maroc	-0,4	0,5	-0,8	Singapour	0,4	0,1	3,4
Oman	0,6	0,1	5,3	Allemagne	0,4	0,1	4,1
Pakistan	0,7	0,1	7,4	France	0,4	0,1	3,0
Qatar	0,4	0,1	6,0	É.-U.	-1,2	0,8	-1,5
Russie	0,7	0,1	9,3	R.-U.	1,0	0,2	5,6
Arabie saoudite	0,9	0,1	12,5	Pays-Bas	0,7	0,2	3,2
Syrie	0,5	0,1	5,4	Hong Kong	0,7	0,2	4,0
Tadjikistan	0,8	0,0	18,4				
Tunisie	0,6	0,2	2,7				
Turquie	0,9	0,1	14,0				
Turkménistan	0,4	0,1	6,3				
Émirats arabes unis	0,5	0,0	21,9				
Yémen	0,2	0,1	4,3				

Note : Pour toutes ces régressions, R^2 se situait entre 0,80 et 0,98. Nous avons utilisé la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO). Les variables indépendantes sont les produits nationaux bruts (recettes) logarithmiques (PNBi*PNBj) pour chaque paire de pays, et la variable dépendante est le logarithme des exportations entre les deux pays exprimées en dollars courants des pays i et j.

Estimations concernant les importations

Tableau 2 de l'annexe							
Partenaires de la région MENA				Partenaires internationaux			
	Log (PNBi*PNBj)	Erreur- type	T-Stat		Log (PNBi*PNBj)	Erreur- type	T-Stat
Afghanistan	1,2	0,4	3,2	Japon	0,5	0,04	12,1
Bahreïn	0,2	0,2	1,4	Corée du Sud	0,8	0,6	12,1
Égypte	1,0	0,1	7,6	Italie	0,3	0,07	4,2
Inde	0,6	0,1	6,1	Chine	0,8	0,1	10,5
Jordanie	0,1	0,3	0,3	Singapour	0,7	0,1	6,3
Iraq	0,7	0,4	1,6	Allemagne	0,4	0,1	3,6
Koweït	1,0	0,1	8,5	France	0,4	0,1	2,95
Inde	0,6	0,1	6,1	É.-U.	0,8	0,2	4,4
Liban	0,5	0,4	1,1	R.-U.	0,3	0,3	1,0
Pakistan	0,8	0,1	12,2	Pays-Bas	0,5	0,0	6,8
Oman	1,9	0,1	17,1	Hong Kong	1,4	0,1	13,2
Russie	0,2	0,1	1,5				
Arabie saoudite	0,2	0,2	1,4				
Syrie	0,9	0,3	2,9				
Tadjikistan	0,9	0,1	8,4				
Tunisie	-0,5	-0,5	-1,1				
Turquie	0,9	0,1	11,1				
Émirats arabes unis	1,0	0,0	17,7				
Ouzbékistan	0,3	0,1	2,4				

Note : Pour toutes ces régressions, R^2 se situait entre 0,80 et 0,98. Nous avons utilisé la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO). Les variables indépendantes sont les produits nationaux bruts (recettes) logarithmiques (PNBi*PNBj) pour chaque paire de pays, et la variable dépendante est le logarithme des exportations entre les deux pays exprimées en dollars courants des pays i et j.

Annexe 3. Croissance potentielle des exportations iraniennes après la levée des sanctions

La levée des sanctions internationales contre l'Iran pourrait lui offrir d'importants débouchés économiques et lui permettre de sortir de sa récente crise profonde, mais aussi d'engager un nouveau processus de croissance à long terme. La population iranienne est relativement jeune et instruite et pourrait constituer une main-d'œuvre fort productive à condition que le pays puisse accéder au capital, aux technologies et aux marchés. Le pays dispose également d'infrastructures satisfaisantes et d'abondantes ressources naturelles pouvant faciliter la production. En outre, son énorme richesse naturelle et sa très faible dette extérieure peuvent contribuer à assurer la disponibilité de capitaux et de crédits. Ces dernières années, l'intensification des sanctions internationales et l'adoption de politiques économiques inappropriées ont entravé la croissance économique du pays. La levée prévue des sanctions soulève la question de savoir quelles politiques peuvent aider l'Iran à réaliser son énorme potentiel économique. Les politiques commerciales et industrielles joueront notamment un rôle de premier plan dans l'exploitation des débouchés extérieurs du pays et l'amélioration de sa croissance à long terme. Ces politiques pourront être conçues pour donner naissance à de dynamiques secteurs à vocation exportatrice susceptibles d'alimenter la croissance. Mais il est également possible que la forte augmentation des exportations de ressources et des réserves accessibles entraîne une appréciation réelle significative de la monnaie iranienne et un manque d'intérêt pour les exportations non pétrolières ou gazières.

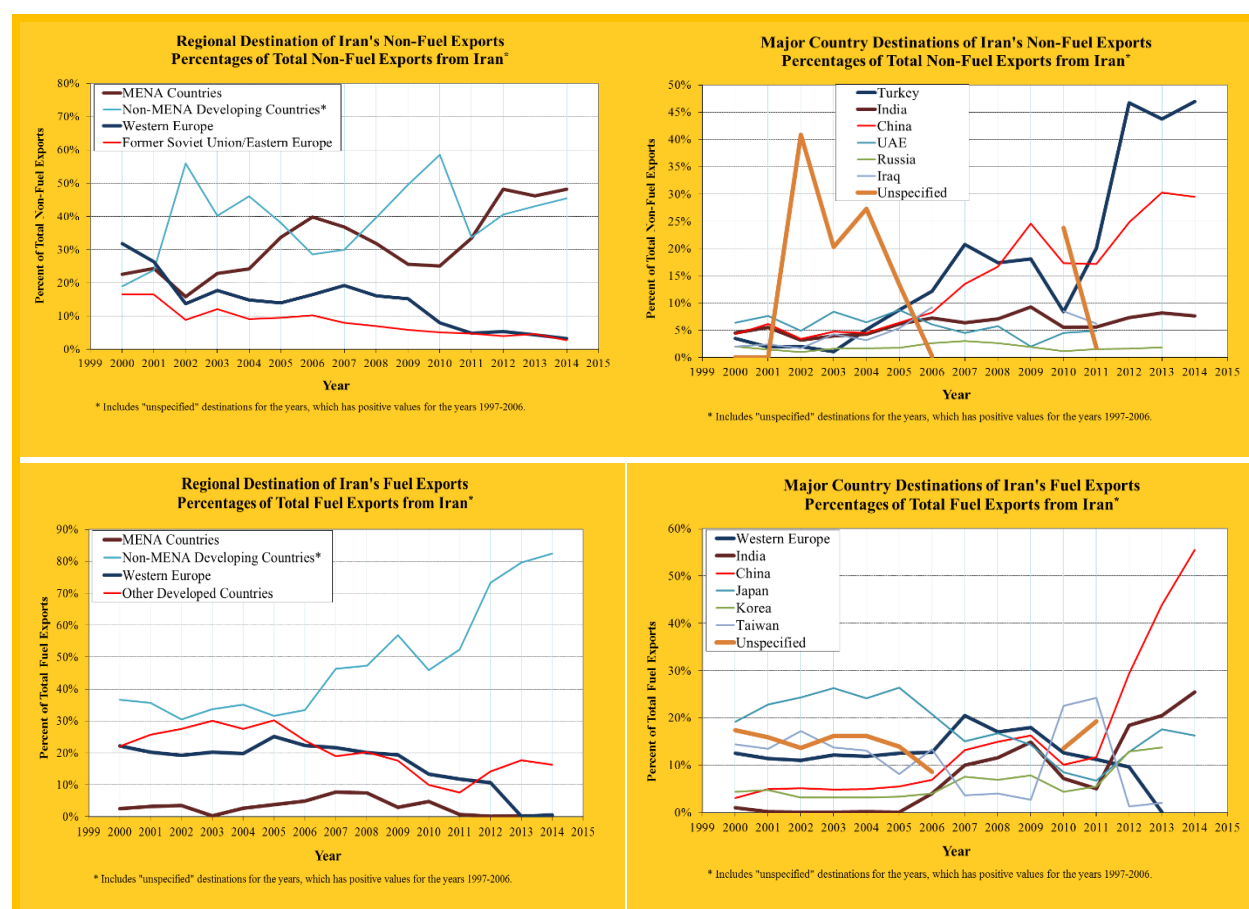
L'Iran a besoin d'un secteur exportateur dynamique pour atteindre les taux de croissance économique et de diversité qui lui permettront de résorber le chômage et d'assurer la prospérité économique de sa population active, jeune et instruite. La levée des sanctions internationales offre des possibilités d'expansion des exportations. Mais elle pourrait également entraîner une importante appréciation réelle du rial, qui pourrait être préjudiciable aux résultats visés en matière d'exportation. Cette situation s'est déjà présentée par le passé et les tentatives de résolution du problème par le biais de subventions publiques n'ont pas été fructueuses et ne peuvent pas être considérées comme viables. Pour améliorer les résultats à l'exportation et veiller à ce qu'ils profitent à l'ensemble de l'économie, il est indispensable de commencer par s'attaquer à la question de l'appréciation réelle de la monnaie. Celle-ci peut sembler inévitable du fait des importantes recettes tirées des ressources naturelles iraniennes, qui ont tendance à augmenter la valeur de la monnaie nationale. Mais le taux de change réel dépend également de l'offre de biens et de services locaux non échangeables. La main-d'œuvre et les autres facteurs de production locaux, s'ils sont productifs, peuvent contribuer à améliorer la compétitivité de l'industrie nationale, même avec d'importants afflux de devises.

Pour cela, l'État doit d'abord améliorer l'offre et l'efficacité de ses propres services. Les services publics sont l'un des principaux facteurs non échangeables influençant la compétitivité d'une économie. Des services publics efficaces et fiables contribuent à la satisfaction de la population,

mais aussi à sa productivité et à sa compétitivité mondiale. Ils nécessitent bien entendu des politiques commerciales moins contraignantes ainsi que la simplification des procédures d'exportation et d'importation et de délivrance de permis pour les activités industrielles et commerciales. Un autre aspect des services publics important en matière de promotion des exportations est la fourniture d'informations commerciales et de possibilités de création de réseaux, en particulier pour les petites et moyennes entreprises, par le biais des consulats établis dans le monde. L'amélioration des procédures et de la fiabilité du système judiciaire, en vue du règlement rapide et équitable des différends, sera une étape connexe, mais à plus long terme.

Les politiques devraient également s'intéresser aux infrastructures. Les infrastructures iraniennes sont satisfaisantes à bien des égards compte tenu du niveau d'activité économique actuel. Mais l'accélération de la croissance économique pourrait rapidement poser des problèmes au niveau de certaines infrastructures, telles que les aéroports, les ports, les routes et les réseaux d'approvisionnement en eau. Certaines infrastructures sont déjà insuffisantes, notamment l'internet et les services de télécommunication mobile qui doivent être considérablement étendus et améliorés. La mise en place d'infrastructures fiables et efficaces prend du temps et l'État devrait donc entamer sans tarder sa planification et sa mise en œuvre.

Figure 2 de l'annexe. Destination des exportations iraniennes



Source : Calculs issus de la base de données *World integrated Trade Solutions (WITS)*, wits.worldbank.org

Le troisième aspect des politiques de promotion des exportations concerne les activités de production à forte intensité technologique et la formation de la main-d'œuvre. Compte tenu de l'ampleur des recettes iraniennes tirées des ressources naturelles et de l'augmentation des revenus qui en découle, les travailleurs iraniens ne pourront être compétitifs dans les domaines généralement visés par les pays à revenu faible à intermédiaire. Les entreprises iraniennes devront viser plus haut sur le plan de la qualité des produits et de la technologie, et investir dans l'innovation pour gagner en compétitivité. Cet objectif pourrait être réalisable, même à court terme, car le marché iranien a été relativement isolé et de nombreux cadres qualifiés du pays ont dû improviser pour satisfaire leurs besoins technologiques. Ce réservoir de talent pourrait être exploité en stimulant l'innovation et en récompensant l'originalité. Les chefs d'entreprises iraniens expatriés peuvent également contribuer à l'acquisition des compétences complémentaires nécessaires et faciliter l'accès aux réseaux mondiaux. Au demeurant, un grand nombre d'entre eux se sont déjà organisés et efforcés d'entrer en contact avec des innovateurs établis en Iran.

Tableau 3 de l'annexe. Indicateurs macroéconomiques de l'Iran

	Croissance du PIB (%)	Croissance du PIB produits non pétroliers (%)	Taux de croissance produits pétroliers (%)
1979	-9,4	-0,9	-22,3
1980	-23,2	-0,3	-67,3
1981	-5,0	-7,0	6,9
1982	22,8	2,1	128,1
1983	9,7	13,1	2,0
1984	-7,6	-2,4	-20,5
1985	1,8	1,8	1,8
1986	-9,8	-8,5	-13,7
1987	0,2	-4,1	14,4
1988	-5,3	-10,4	8,8
1989	5,9	5,7	6,3
1990	14,0	11,7	19,4
1991	12,3	11,8	13,4
1992	3,1	4,3	0,4
1993	1,4	-0,3	5,0
1994	-0,9	1,6	-6,1
1995	2,7	3,4	1,1
1996	5,4	7,5	0,6
1997	0,8	3,5	-5,7
1998	2,2	2,2	2,1
1999	1,7	4,7	-6,3
2000	5,7	4,6	8,8
2001	2,1	6,4	-10,5
2002	8,1	9,8	2,4
2003	8,4	6,7	14,5
2004	4,6	5,3	2,4
2005	6,3	8,1	0,1
2006	6,1	7,1	2,2
2007	7,7	9,4	1,1
2008	0,6	1,0	-0,8
2009	1,3	2,8	-5,4
2010	6,5	7,0	4,2
2011	4,3	5,4	-1,0
2012	-6,8	-0,9	-37,4
2013	-1,9	-1,1	-8,9

	Taux de croissance agriculture (%)	Taux de croissance industrie et mines (%)	Taux de croissance bâtiment (%)	Taux de croissance services (%)
1979	6,1	-19,5	-23,1	-0,6
1980	3,7	1,9	-2,2	-1,1
1981	1,8	-8,6	-19,0	-11,0
1982	7,1	5,4	11,3	-2,3
1983	4,6	17,8	22,6	8,3
1984	7,3	-6,8	-19,1	-1,4
1985	7,9	-4,9	-7,9	2,1
1986	4,8	4,1	13,6	-14,2
1987	2,5	1,8	-5,6	-7,8
1988	-0,6	-17,3	-34,3	-9,2
1989	4,3	2,2	-0,5	6,7
1990	11,0	17,5	3,0	10,6
1991	5,6	23,6	29,3	10,4
1992	10,3	2,0	5,6	4,1
1993	1,0	-2,2	0,2	0,5
1994	2,1	2,1	-1,4	2,3
1995	3,7	-1,9	-6,4	3,1
1996	3,3	17,9	19,7	5,8
1997	1,0	4,4	-6,4	4,5
1998	10,6	-3,8	-7,6	3,4
1999	-7,3	11,0	12,5	3,1
2000	3,5	10,2	8,8	3,0
2001	-2,3	13,2	14,0	5,1
2002	13,6	14,3	18,8	7,1
2003	5,0	6,6	-1,1	7,6
2004	0,3	3,2	0,3	7,5
2005	11,3	7,7	2,7	8,4
2006	5,6	5,2	-3,3	8,9
2007	2,9	8,0	23,0	11,0
2008	-23,0	6,7	13,1	0,4
2009	9,6	4,2	-3,2	2,6
2010	4,9	7,9	1,0	6,7
2011	-0,1	5,0	2,5	5,8
2012	3,7	-6,4	-3,6	1,1
2013	4,7	-2,9	-3,1	-1,5

	Taux de chômage (%)	Inflation (%)	Stock net de capital – total (milliards de rials)	Stock net de capital – pétrole et gaz (milliards de rials)	Stock net de capital – électricité, gaz et eau (milliards de rials)
1978	...	...	2 738 353	175 819	197 364
1979	...	...	2 891 706	180 327	201 841
1980	...	...	3 027 262	174 241	206 572
1981	...	...	3 126 699	174 037	215 655
1982	...	...	3 198 708	175 430	225 122
1983	...	...	3 355 789	183 758	237 690
1984	...	...	3 505 982	189 124	249 810
1985	...	...	3 559 568	175 669	254 665
1986	14,2	...	3 530 435	166 204	253 244
1987	...	...	3 564 523	151 415	253 468
1988	...	...	3 545 968	145 286	253 043
1989	...	...	3 588 509	140 359	255 940
1990	...	...	3 568 450	138 690	255 853
1991	...	...	3 720 992	139 152	271 476
1992	...	...	3 854 575	137 030	279 842
1993	...	...	3 943 487	135 366	295 318
1994	...	...	4 000 791	136 158	302 912
1995	...	...	4 043 842	137 229	309 161
1996	9,1	...	4 139 621	147 200	313 182
1997	13,1	...	4 253 212	156 044	318 110
1998	12,5	...	4 366 981	164 490	319 549
1999	13,5	20,1	4 489 635	181 015	319 536
2000	14,3	12,6	4 630 609	197 321	321 085
2001	14,2	11,4	4 843 668	217 988	325 672
2002	12,8	15,8	5 073 888	230 491	333 910
2003	11,8	15,6	5 318 709	243 732	342 706
2004	10,3	15,2	5 583 078	263 142	350 804
2005	11,5	12,1	5 855 058	286 071	364 660
2006	11,3	11,9	6 102 945	302 228	376 151
2007	10,5	18,4	6 391 414	322 509	390 591
2008	10,4	25,4	6 727 578	342 772	408 202
2009	11,9	10,7	7 067 326	365 276	427 743
2010	13,5	12,4	7 416 106	365 335	446 687
2011	12,3	21,5	7 770 045	351 457	462 276
2012	12,1	30,5	7 939 219	342 802	465 164
2013	10,4	34,7	...	...	...

	Permis de construire délivrés, toutes zones urbaines	Déficit/Excédent budgétaire (% du PIB)	Compte des opérations courantes (% du PIB)	Exportations FOB, marchandises (millions de dollars)	Importations FOB, marchandises (millions de dollars)	Exportations non pétrolières (millions de dollars)
1978	71 637	-11,2	...	...	...	...
1979	114 021	-8,2	...	...	...	...
1980	152 120	-14,3	...	...	...	...
1981	155 543	-11,5	...	...	...	...
1982	116 785	-6,2	...	...	...	...
1983	140 826	-6,6	...	...	...	...
1984	148 533	-4,3	...	...	...	...
1985	129 670	-4,1	...	...	...	...
1986	113 116	-9,0	...	...	...	...
1987	107 127	-7,6	...	...	...	...
1988	93 345	-9,7	...	...	...	...
1989	118 516	-4,2	...	...	...	...
1990	105 483	-1,1	...	...	...	...
1991	105 356	-2,1	...	...	...	...
1992	94 860	-1,2	...	...	...	...
1993	108 879	-0,6	...	...	...	...
1994	123 236	0,2	...	...	...	...
1995	135 415	0,1	...	...	...	...
1996	138 645	0,1	...	...	...	...
1997	130 510	-1,0	2,0	18 602	14 622	2670
1998	132 894	-4,8	-3,8	13 104	15 014	2445
1999	138 843	-0,1	4,8	20 882	13 442	2905
2000	136 307	-0,1	9,2	28 475	15 860	3519
2001	146 033	0,0	1,5	23 989	18 969	3836
2002	161 333	-3,6	1,7	28 110	22 576	4325
2003	148 941	-3,5	-0,5	33 992	30 141	5585
2004	135 973	-3,1	-0,1	43 835	38 762	6386
2005	129 729	-3,1	8,0	64 525	43 382	8734
2006	172 602	-6,2	9,2	76 190	49 987	11 525
2007	208 922	-3,1	11,4	97 667	58 240	13 162
2008	176 683	-5,6	6,4	101 289	70 175	14 670
2009	139 458	-4,2	2,6	88 326	69 247	18 369
2010	180 994	-1,1	6,5	112 788	75 458	22 597
2011	191 382	-0,8	11,1	145 806	78 027	26 658
2012	186 809	-0,6	4,7	97 271	68 712	29 213
2013	...	-0,9	...	93 015	60 047	28 226

	PIB (milliards de dollars courants)	Production de pétrole brut (milliers de barils par jour)	Exportations de pétrole brut (milliers de barils par jour)	Taux officiel (USD/IRR)	Taux non officiel (USD/IRR)
1978	...	4252	3455	70	100
1979	...	3433	2632	70	141
1980	101	1476	770	71	200
1981	115	1441	791	80	270
1982	144	2684	1686	84	350
1983	176	2709	2045	87	450
1984	182	2371	1607	92	580
1985	86	2504	1460	88	614
1986	90	2176	1250	77	742
1987	104	2460	1546	70	991
1988	91	2557	1647	69	966
1989	88	2947	1823	72	1207
1990	92	3231	2224	67	1412
1991	105	3366	2460	68	1420
1992	124	3484	2397	1459	1498
1993	93	3609	2184	1653	1806
1994	73	3603	2220	1750	2635
1995	98	3612	2290	1750	4036
1996	120	3610	2441	1754	4446
1997	115	3623	2342	1755	4782
1998	106	3666	2300	1755	6468
1999	113	3373	2079	1755	8634
2000	104	3660	2345	1755	8131
2001	127	3574	2208	1755	7925
2002	129	3305	2021	7958	7991
2003	152	3736	2396	8282	8323
2004	181	3834	2548	8719	8747
2005	218	4106	2602	9023	9042
2006	258	4051	2433	9195	9226
2007	337	4058	2480,5	9285	9357
2008	391	3946	2370,8	9574	9667
2009	397	3557	2056	9920	9979
2010	464	3536	2021	10 339	10 601
2011	564	3619	2032,7	10 962	13 568
2012	419	3732	1803,1	12 260	26 059
2013	380	...	...	...	...

Source : Banque centrale d'Iran et FMI.

BANQUE MONDIALE - RÉGION MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

BULLETIN TRIMESTRIEL D'INFORMATION ÉCONOMIQUE, Numéro 5, juillet 2015

Incidences économiques de la levée des sanctions contre l'Iran

<http://www.worldbank.org/en/region/mena/publication/mena-quarterly-economic-brief>



GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE